

s o m m a i r e

■ éditorial	
Passage du relais – Philippe Grollet	3
■ dossier - Chère santé...	
Longévité et santé: des privilèges de nantis – L'entretien de Jean Sloover avec Myriam De Spiegelaere	4
Répondre à l'insécurité sociale – Julien Dohet	7
Les bains publics – Julien Dohet	9
Réduire en priorité les inégalités sociales – Les rencontres de Stéphane Renard avec Bernard De Backer et Perrine Humblet	10
Et la santé des femmes monoparentales? – Hedwige Peemans-Poullet	12
Malades, cultures et médicaments – Sylvie Fainzang	14
■ europe	
Confins européens – Pascal Martin	16
■ monde	
Saddam Hussein, El-Assad: deux destins inversés – Jacques Rifflet	18
■ société	
Volé, mais à qui? – Olivier Swingedau	20
Retour sur l'émission de la RTBF – Olivier Starquit.	21
■ médias	
Pourquoi la RTBF a menti – Frédéric Soumois	24
De la fiction à l'affliction – Marcel Bauwens.	25
■ enseignement	
Contre l'aplatissement culturel – Henri Deleersnijder	26
■ idées	
Relire Camus, le juste – Stéphane Renard.	27
Vers une civilisation de l'outrage – Patrice Darteville	28
■ sciences	
Vingt ans après – André Koeckelenbergh	29
■ culture	
Turbulente Mig Quinet! – Ben Durant	30
Made in Belgium – Didier Chatelle	31
Le combat des Arts premiers – Ben Durant	32
■ agenda	33

Éliane Deproost, nouvelle secrétaire générale du CAL

Le samedi 27 janvier, le conseil d'administration du CAL a désigné Éliane Deproost pour succéder à Danielle Schoonooghe comme secrétaire générale du CAL.

En novembre dernier, Danielle Schoonooghe, qui occupait ce poste depuis treize ans, avait fait connaître son souhait d'être déchargée de cette fonction pour des raisons personnelles et familiales.

Le conseil d'administration du CAL a pris cette décision à l'unanimité considérant que l'expérience professionnelle d'Éliane Deproost, son engagement personnel pour les valeurs de la laïcité et des droits de l'Homme, ainsi que son indépendance de jugement, constituent autant d'atouts pour la direction administrative du CAL.

Éliane Deproost était directrice adjointe du Centre pour l'Égalité des Chances depuis six ans.

En couverture: © Ragnar Schmuck/Zefa/Corbi.
Notre dossier **Chère santé...**, pages 4 et suivantes.

Passage du relais

Philippe Grollet
Président du CAL

Dix-neuf ans de présidence. C'est un sacré bail! Quel regard, forcément subjectif, porter sur cette partie de l'histoire du CAL? Que penser du chemin parcouru, des acquis, des échecs, des hésitations? On ne peut pas procéder à cet exercice sans éprouver des sentiments mêlés de fierté mais aussi de doute. Pourquoi pas plus? Pourquoi pas plus vite? Pourquoi pas mieux? Pourquoi pas autrement? Mais il y a au moins une certitude, ce bilan est le fruit d'un engagement collectif dont personne ne peut s'attribuer les mérites, ni porter seul la responsabilité.

À considérer ce qu'était le CAL en 1988 et ce qu'il est devenu, il n'y a pas photo. En gros, les moyens ont été multipliés par cinq et la petite asbl a pris une place incontournable dans l'univers sociopolitique belge. C'est évident. Mais cette croissance est la conséquence d'une reconnaissance légale qui découle elle-même d'une stratégie pensée par les pionniers de l'«action laïque» dès l'aube des années septante. S'il fallait résumer en quatre mots la politique du CAL depuis non pas vingt ans, mais bien depuis l'origine en 1969, ce serait pragmatisme, continuité, unité, indépendance.

On ne peut manquer d'être surpris de relire, plus de trente ans après, le *Livre Blanc de la laïcité*, tel qu'il avait été rédigé par Robert Hamaide. Les revendications pragmatiques qui y sont exprimées ont constitué le fil conducteur de l'action des bureaux successifs et des présidents, soutenus année après année par leurs mandants (conseils d'administration et assemblées générales), avec une étonnante continuité, au-delà des époques, des modes et des personnalités.

Une caractéristique importante du CAL que nos amis libres penseurs de France, d'Europe ou du monde n'ont que rarement rencontrée, a constitué, à l'évidence, un facteur déterminant des succès notables de la laïcité en Belgique: l'unité. Aussi incroyable que cela puisse paraître, alors que la laïcité célèbre l'hétérodoxie et favorise la diversité, au point qu'il est à peine exagéré d'écrire que si on réunit trois libres penseurs sur n'importe quel sujet, on verra s'affronter au moins quatre opinions, le CAL ne s'est jamais départi de sa volonté d'unir pour progresser. Réunir les laïques des villes et des campagnes, ceux de Wallonie et de Bruxelles, des bleus, des roses, des verts, des rouges, des inclassables, des francs-mac's et des non francs-mac's, des accros de l'éducation, des accros du social, des artisans de l'action communautaire locale, des philosophes de l'universel. Faire le lien entre l'associatif et le politique. Réunir toutes ces différences pour les conjuguer, et finalement exprimer, sans ambiguïté ni langue de bois, un message qui ait du sens.

Maintenir cette unité du CAL, malgré les controverses politiques, philosophiques et stratégiques qui le traversent évidemment, nécessite une réelle indépendance à l'égard des partis (y compris celui le mieux représenté en ses rangs) pour lesquels il n'a jamais accepté de jouer les porteurs d'eau ou les faire-valoir. Cette indépendance est la fierté du CAL. Elle est aussi un de ses points forts.

Un inventaire des acquis de la laïcité depuis vingt ans n'aurait pas place ici. Il induirait l'idée que le CAL s'attribuerait des victoires qui ne sont pas siennes, mais celles de la démocratie et de la sécularisation dont il fut certes un des acteurs, mais un des acteurs seulement. Ce qu'il est pourtant permis de dire, c'est que l'action du CAL aura contribué de manière décisive à rendre justice aux mécréants de ce pays, dès lors que le monopole de fait dont disposaient les autorités religieuses sur la morale ou sur le sens est à présent brisé. Peut-être à jamais. Cette idée si simple qu'il peut y avoir une morale sans dieu et que la religion n'est pas toujours respectable a acquis aujourd'hui droit de cité. Même au prix d'interventions grinçantes. Cette défense et illustration du second axe de notre objet social, une conception de vie fondée sur des valeurs délivrées des dieux, du surnaturel et du magique, s'accorde totalement avec le premier fondement du CAL. Notre priorité reste de défendre la laïcité politique, c'est-à-dire l'impartialité de nos institutions garantes de l'exercice effectif des droits humains sans que la religion (ou l'absence de religion) puisse interférer d'une quelconque manière dans l'exercice de ces droits. Cette laïcité politique qui est le programme commun de tous les humanistes (athées, agnostiques et croyants) ne peut en effet se concevoir si les humanistes agnostiques et athées que nous sommes n'osent s'affirmer sans honte, sans crainte, mais aussi sans arrogance dans le débat public.

Aujourd'hui, la montée de la précarité et ses corollaires, décrochage scolaire, désagrégation du tissu social, repli communautaire et tentations suicidaires de l'extrême droite ou de l'intégrisme constituent l'ennemi à abattre. Bien plus difficile à cerner que le cléricalisme ancien. Dans quelques jours, le CAL poursuivra son action, sous la présidence de Pierre Galand. Depuis un an, Pierre Galand circule dans toutes nos associations et régionales. Il écoute, il discute, il conseille. Pragmatisme, continuité, unité, indépendance: avec un autre style et toute son expérience des ONG, du monde associatif et politique, il poursuit l'aventure avec détermination et enthousiasme. ▲

Longévité et santé: des privilèges de nantis

L'entretien de Jean Sloover avec Myriam De Spiegelaere*

* L'Observatoire de la Santé et du Social est un service à gestion séparée de la Commission communautaire commune de Bruxelles Capitale. Organe d'aide à la décision, il a pour mission de recueillir, d'analyser et de diffuser les informations nécessaires à l'élaboration de politiques coordonnées dans le domaine de la santé publique et de la lutte contre la pauvreté en Région bruxelloise. www.observatbru.be. Téléphone: 02/502.60.01.

Durant la guerre froide, un des arguments majeurs qui paraissaient plaider en faveur du modèle de démocratie sociale de marché était que l'espérance de vie y était d'une dizaine d'années supérieure à celle des populations des républiques populaires à économie centralement planifiée. La chute du Mur et la libéralisation sauvage des anciens États soviétiques qui l'a accompagnée leur a-t-elle pour autant permis d'allonger leur existence? Rien n'est moins sûr. De ce côté-ci de l'ancien rideau de fer, en revanche, et même si les progrès sont moins spectaculaires que naguère, on continue à mourir de plus en plus tard. De plus, rien n'indique que notre passage sur Terre ait désormais atteint une limite: une meilleure hygiène de vie, une législation du travail moins laxiste, des normes de produits plus strictes pourraient encore repousser l'heure de notre

trépas. Néanmoins, de telles avancées resteront marginales: la vraie révolution de la santé publique, ici comme jadis à l'Est, réside désormais dans un dénouement approprié de la question sociale. Jamais vraiment résolue, celle-ci retrouve ici, sous le néolibéralisme triomphant nourri par l'implosion du communisme, une certaine vigueur. Tel est, en tout cas, le message qu'inspire, à Myriam De Spiegelaere, sa lecture quotidienne des informations sanitaires qui lui parviennent en tant que directrice scientifique de l'Observatoire de la Santé et du Social de Bruxelles.

Docteur De Spiegelaere, l'espérance de vie augmente-t-elle toujours en Belgique?

Oui, mais les gains se tassent un peu. À la fin du XIX^e siècle, elle était d'environ 44 ans. Nous avons ensuite connu un allongement spectaculaire: au début des années

quatre-vingt, l'espérance de vie était de 70 ans pour les hommes et de 77 ans pour les femmes. Depuis, les progrès se poursuivent, mais se mesurent désormais en décimales. L'espérance de vie des hommes est passée de 73,91 ans en 1995 à 79,47 ans en 2004, soit un gain de 5,5 ans en moins d'une décennie. Du côté des femmes, ces chiffres sont respectivement de 80,73 et de 82,36 ans au cours de la même période, soit un gain de 1,6 an «seulement».

Pourquoi cette différence?

Au début du XX^e siècle, les femmes connaissaient une surmortalité par rapport aux hommes. L'amélioration de leurs conditions de travail a progressivement changé la donne: leur espérance de vie a largement rattrapé celle des hommes. Mais depuis, les femmes adoptent de mauvaises habitudes de vie jusque-là typiquement masculines comme la consommation de tabac ou d'alcool. Elles se suicident aussi davantage que par le passé. À cela s'est ajoutée récemment une meilleure prise en charge des problèmes de santé des hommes.

L'espérance de vie augmente-t-elle de manière uniforme dans tous les groupes sociaux?

Non. Même si les écarts relevés entre hommes et femmes sont plus ou moins semblables dans toutes les couches de la population, elle s'allonge davantage et plus rapidement dans les milieux favorisés que dans les milieux modestes et ce, quel que soit le sexe.

Trois Belges sur quatre sont en forme

L'espérance de vie en bonne santé suit-elle la même évolution?

Nous commençons seulement à recevoir les premières données fiables en la matière. Celles-ci tendent globalement à montrer qu'il existe effectivement un parallélisme entre la durée d'espérance de vie et la durée d'espérance de vie en bonne santé. Toutefois, les choses diffèrent d'un sexe à l'autre. À l'âge de 25 ans, l'espérance de vie en bonne santé des hommes et des femmes sont équivalentes –37,5 ans pour les hommes, 37,6 ans pour les femmes– alors qu'en termes d'espérance de vie, on note des différences marquées: à 25 ans un homme peut espérer vivre encore en moyenne 49,6 ans et une femme 55,9 ans. Ceci signifie que la durée de vie espérée est plus longue pour les femmes que pour les hommes, mais que l'espérance de vie en bonne santé étant égale, les femmes vivront donc plus longtemps en mauvaise santé que les hommes.

Les inégalités sociales jouent-elles ici également?

De manière très marquée! Un homme de 25 ans sans diplôme peut espérer rester en bonne santé pendant 28,1 ans. S'il dispose par contre d'un diplôme supérieur, ce chiffre passe à 45,9 ans! La différence est encore plus nette chez les femmes: à 25 ans l'espérance de vie en bonne santé est de 24,4 ans pour une femme sans diplôme et de 49,1 ans pour une femme avec diplôme de l'enseignement supérieur, soit 24,7 ans d'écart! En d'autres termes, la

mortalité est plus forte chez les hommes et la morbidité plus forte chez les femmes.

Globalement, les Belges sont-ils en bonne santé?

Si l'on compare notre pays aux autres États de l'Europe occidentale, la réponse est oui. 77% des Belges se disent en bonne santé: un excellent chiffre.

Quelles sont les principales causes de mortalité?

Tous âges confondus, ces causes évoluent très peu. Dans l'ordre: maladies cardiovasculaires, cancers, problèmes respiratoires comme les bronchites chroniques, etc. En ce qui concerne les morts prématurées, celles qui interviennent en dessous de 65 ans, les hommes décèdent d'abord –mais de moins en moins quand même– du cancer du poumon lié au tabagisme, puis de cardiopathies comme l'infarctus du myocarde. Le suicide est la troisième grande cause de mortalité masculine, suivie par les diverses séquelles de l'abus d'alcool comme la cirrhose du foie, puis, cinquième cause, par le diabète.

Et les femmes, de quoi meurent-elles?

La première cause de mortalité reste le cancer du sein. On soigne cette maladie de mieux en mieux: on a enregistré une baisse constante de la mortalité par cancer du sein jusqu'au début des années nonante. Toutefois, les chiffres demeurent stables ces derniers temps, ce qui semble indiquer une augmentation inquiétante de l'incidence de cette pathologie. La deuxième cause est le cancer du poumon; avec l'augmentation du tabagisme des femmes, le choc reste d'ailleurs à venir. Troisième facteur de mortalité: le suicide. L'alcool vient en cinquième position après l'infarctus du myocarde.

Le fantôme de Darwin

Le travail flexible constitue-t-il, par stress interposé, un nouvel agent pathogène?

Les conditions de travail sont, de fait, en cause: même ceux qui ont ou conservent un emploi correct sont de plus en plus soumis à des exigences en termes de productivité et de rentabilité qui induisent une sélection naturelle de type darwinien à laquelle seuls les plus solides résistent. On ne peut pas, à ce stade, le prouver scientifiquement, mais il est fort probable que l'augmentation des invalides et des handicapés que l'on relève à Bruxelles s'explique en partie par cette montée de la pression professionnelle et des cas de *burn out* qu'elle entraîne.

Et puis il y a le chômage de masse.

L'autre aspect concerne effectivement l'absence de travail. Il s'agit selon moi d'un déterminant capital de mauvaise santé, lequel contribue de manière très importante aux inégalités de mortalité que l'on observe: la non-activité, le fait d'émarger au CPAS, toutes les formes d'inactivités forcées tuent littéralement par stress interposé. Le stress joue ici à deux niveaux. D'une part, de manière directe via la souffrance psychique, la dépression nerveuse, les diver-

ses formes de pathologies cardiaques, les troubles du sommeil et la baisse de l'immunité qu'ils engendrent. D'autre part, de manière indirecte via certains comportements communs néfastes de gestion du stress comme le tabac ou l'abus d'alcool ou de psychotropes. Bref, le «turbocapitalisme» contemporain fait peser un poids terrible sur certaines catégories sociales...

Et la santé mentale?

Il ne faut pas trop séparer le physique et le mental. L'inactivité, le harcèlement moral, le travail sans qualité, entraînent une perte d'estime de soi qui a des conséquences plus ou moins graves sur la santé du corps et l'équilibre psychologique. De même, ces facteurs de nature socio-économique coupent l'individu concerné de toute une série de supports sociaux, de ressources relationnelles... ce qui, en l'isolant, altère aussi sa santé. S'ajoute à cela le fait que la perte d'un emploi ou un travail mal rémunéré comprime le revenu disponible de la personne touchée et l'entraîne vers la pauvreté, laquelle se traduit non seulement par un recours moins fréquent à de bons soins, mais aussi par des conditions d'habitation et des habitudes alimentaires de mauvaise qualité, etc. Et puis, un travailleur pauvre –particulièrement le travailleur «en noir»– est souvent exposé à des situations de travail médiocres, voire dangereuses.

Le silence des hommes

Les médias mettent beaucoup l'accent sur les poisons qui envahissent notre environnement. Menacent-ils réellement notre santé? Sommes-nous égaux devant ces risques?

Non. Les plus exposés sont ceux qui cumulent les expositions aux menaces, aux risques, aux nuisances. Le passage en rase-mottes d'un avion est ravageur. Mais si ce survol à basse altitude n'est pas trop fréquent et intervient dans un environnement paisible, ses conséquences sur la santé des riverains seront bien moindres que celles que subit l'individu qui vit en bout de piste entouré d'enfants bruyants dans un logement acoustiquement mal isolé situé à proximité d'un chemin de fer ou d'une autoroute...

Quelles sont les catégories sociales qui sont les plus exposées à des problèmes de santé?

Il n'y a pas de frontière qui sépare les «exposés» des «non exposés»: nous nous situons tous sur un gradient fin. Le cadre supérieur n'est pas beaucoup plus abrité qu'un cadre moyen, etc.

Même le sexe n'est pas un facteur discriminant?

Non. Cela étant, dans notre société influencée à l'excès par certaines idées féministes radicales, on fait trop aisément l'impasse sur la très grande vulnérabilité des hommes. Ceux-ci ont tendance à cacher leurs difficultés: ils consultent peu les médecins, sont mal suivis médicalement, se soignent insuffisamment...

Les altérations de la santé sont-elles une cause ou une conséquence des inégalités socioéconomiques?

Plutôt que deux relations «indépendantes», on a affaire à une relation circulaire: un statut social plus faible entraîne une moins bonne santé, celle-ci aggravant la précarité. Exemple: un manœuvre a de grands risques de souffrir de problèmes de dos; ne pouvant plus exercer son travail, il chutera aisément dans la précarité. Par contre, un travailleur intellectuel, non seulement a moins de risque de s'abîmer le dos à son bureau, mais ce type de problème physique aurait, de plus, moins d'impact sur son activité professionnelle.

C'est tout le processus de reproduction endogène des classes sociales que vous évoquez là?

En tout cas, si l'on veut éradiquer ces inégalités et les maladies chroniques des pauvres, c'est la question sociale à laquelle il faut s'attaquer: cela n'a plus rien à voir avec des difficultés médicales d'ordre scientifique, mais avec des choix de société alternatifs. La médecine a fait des avancées techniques qui ont représenté des progrès énormes en termes d'espérance de vie. Mais le processus atteint ses limites. Il faut désormais voir les choses d'une manière transversale; c'est dans une telle approche globalisante que la santé publique trouvera son second souffle... ▲

Répondre à l'insécurité sociale

JULIEN DOHET

Comprendre la Sécurité sociale pour la défendre face à l'état social actif¹ est la troisième version, réactualisée, d'un document écrit pour la première fois en 1991 (voir encadré). Il couvre l'ensemble des aspects de la sécurité sociale, de son histoire au débat sur son financement et son avenir en passant par l'explication de sa structure branche par branche². Tout en veillant à rester le plus accessible possible, Patrick Feltesse et Pierre Reman ne font pas l'impasse sur la nécessaire technicité de la matière, notamment par la publication de nombreux tableaux très illustratifs sur les enjeux financiers. Comme la deuxième partie de leur titre l'indique, il s'agit ici d'un livre idéologique, au meilleur sens du terme, qui se veut un outil pour que les citoyens puissent se réapproprier un débat dont ils sont depuis trop longtemps exclus même s'ils sont les premiers concernés. On estime en effet que plus de 25% des revenus disponibles des ménages sont issus de la redistribution sociale, que si 7% de la population vivent dans l'extrême pauvreté, plus de 35% ne le deviennent pas grâce à la sécurité sociale. En région wallonne, ce sont 40% des ménages qui seraient en difficultés financières sans la sécu. Dans ce sens, l'analyse en fin de volume des programmes des différents partis démontre combien le clivage gauche-droite est encore bien présent. Ainsi le concept d'«état social actif» introduit en 1999 est lourd de sens puisque, dans la ligne de la loi cadre de juillet 1996 appliquant les critères de Maastricht, il met le poids du respect des objectifs de Lisbonne sur la responsabilisation des individus, sans réfléchir en parallèle aux problèmes de financement. Il s'agit là clairement d'un choix purement politique –certes influencé par l'Europe– comme en 2000, lorsque le gouvernement a privilégié les réductions fiscales à la liaison au bien-être au moment où l'économie repartait à la hausse. Ou lorsqu'il décide pour promouvoir l'emploi d'une hausse des réductions des cotisations patronales³ de 540 millions d'euros à 4,5 milliards entre 1993 et 2004, soit une augmentation de 900% qui est loin de correspondre aux créations d'emplois de ces dix dernières années. Et les deux universitaires d'être très clairs: «C'est en cela que l'on peut parler de complot néolibéral. Lorsque l'État se prive volontairement de ses ressources, il entre déjà dans un processus de privatisation qui est d'autant plus pernicieux qu'il est, à ce stade, totalement implicite»⁴.

Or, la sécurité sociale, dont le droit est inscrit dans la Constitution depuis 1994 seulement et dont les principes généraux sont définis par une loi du 29 juin 1981, a pour objectif de protéger les personnes des risques que la

«Constellation» (Squat), Alain Paiement - Contretype - Refaire Surface - Bruxelles, jusqu'au 25 mars 2007 - www.contretype.org

société provoque. «Il ne faut pas oublier que la solidarité s'est développée non seulement suite à la pression populaire et à la volonté du mouvement ouvrier de développer une économie "sociale" à travers les coopératives et les mutualités mais aussi, parce que les pratiques sociales basées sur les seules valeurs de liberté et de responsabilité ont été incapables de proposer des réponses concrètes et pertinentes à la question du développement du paupérisme et des risques sociaux liés à l'industrialisation»⁵. Pour répondre à cet objectif, la sécurité sociale ne mobilise pas moins de 59,607 milliards d'euros, soit environ 50% du budget total de l'État. Le contrôle démocratique et le choix d'utilisation de cette somme importante sont donc des enjeux majeurs pour la société de demain. Comme l'est la question des effets du genre, soit la double inégalité des femmes dans la sphère familiale et sur le marché du travail, travail qui reste central dans la question de l'accessibilité et du montant des diverses allocations sociales. Les auteurs soulèvent ainsi la question de l'individualisation des droits, revendiquée par certaines associations de personnes précarisées, tout en soulignant la complexité d'une réforme qui s'attaquerait au fondement de la sécu- ➤

¹ Patrick Feltesse et Pierre Reman, *Comprendre la Sécurité sociale pour la défendre face à l'état social actif*, Coll. Comprendre, Charleroi, Couleurs livres, 2006, 232 pages, 24€
² Voir notre article *La sécurité sociale à 60 ans in Espace de libertés* n°326 de décembre 2004, pp.20-21.
³ Dont on ne dira jamais assez qu'il s'agit d'un salaire différé des travailleurs et non d'une «charge patronale».
⁴ Patrick Feltesse et Pierre Reman, *Comprendre la Sécurité sociale ... op. cit.* p.164. Pierre Reman a également coordonné le dossier «Sécurité sociale: le miroir nordique» paru dans le numéro de décembre 2006 de *La Revue nouvelle*.
⁵ P. 17

«Le représentant syndical», Willy Ronis, 1950. «Les masses à l'instant décisif», Bozar - du 17 février au 25 mars 2007; avec le Photomuseum d'Anvers qui a hérité du journal *Volks-gazet* plusieurs milliers de négatifs des années 40-50. C'est l'avènement d'une nouvelle photographie humaniste: la «photographie des masses», saisie dans le quotidien. L'absence de travail: un déterminant capital de mauvaise santé.

rité sociale, déjà fortement fragilisée par l’extension des assurances complémentaires et du deuxième pilier (assurances-groupes et/ou fonds de pension) dont un tiers des salariés bénéficient mais qui a pour effet pervers que *«le développement des protections complémentaires concourt à générer une inégalité croissante de la protection sociale totale, couvertures privées incluses. [...] De toute manière, le développement du second pilier consiste à transférer des moyens budgétaires sous forme d’avantages fiscaux à une partie des travailleurs des secteurs qui peuvent se permettre des hausses de salaire indirect (éventuellement au-delà de la norme salariale), au détriment du refinancement du premier pilier qui est celui de tous»*⁶.

La CSG

Feltesse et Reman sont par contre favorables à la création d’une cotisation sociale généralisée (CSG), idée remontant aux années nonante et qui est notamment portée par les syndicats. *«L’assiette de prélèvement de la CSG ne se réduit pas aux revenus de l’activité professionnelle, mais englobe l’ensemble des revenus, notamment les revenus de remplacement imposables et les allocations familiales, les revenus du patrimoine, mobilier et immobilier. Elle serait aussi levée sur les sociétés»*⁷. Avec un taux de seulement 3%, et en laissant de côté les plus petits revenus, elle permettrait d’obtenir 2,5 milliards d’euros et ainsi d’élargir l’assiette du financement de la sécurité sociale qui dépendrait moins des revenus du travail alors que *«la tendance à une insuffisance croissante des recettes est notamment liée au fait que les cotisations sont calculées sur une masse salariale qui, en valeur relative, a diminué de 60% du PIB en 1980 à quelque 54% en 2003, tandis que la part des revenus de la propriété et celle des revenus des sociétés ont augmenté»*⁸. La sécurité sociale n’étant pas seulement un système d’assurance collectif mais également un outil de redistribution des richesses, cet élargissement de la base de perception vers les lieux où se trouve la richesse est indispensable, quand on sait que *«le niveau des dépenses en pourcentage du PIB reste bien en dessous de celui du début des années quatre-vingt (15-16% au lieu de 19-20%)*. Une baisse est aussi observée pour l’ensemble de la protection sociale [...]. Autrement dit, la protection sociale n’a plus suivi l’élévation de la «richesse nationale» ou plus justement du revenu national. Il en aurait été autrement si les allocations avaient été liées au bien-être»⁹.

D’autant que, comme nous l’avons déjà souligné, la sécurité sociale a comme objectif principal de lutter contre le paupérisme, que l’on définit souvent comme un état permanent de précarité d’une partie de la population. Cette insécurité n’est pas le fruit du hasard mais bien le produit de l’activité économique et du caractère de plus en plus sauvage du capitalisme. *«Un lien est constaté entre un niveau relativement élevé des dépenses de santé et notamment les régions à hauts taux de chômage ou les ménages à faible revenu. Il en va de même pour les différences d’état de santé et de mortalité. Nombreuses sont les affections qui se développent à la faveur de mauvaises conditions de vie ou de travail. Une meilleure prévention, une plus grande attention à sa propre santé ne suffisent pas à réduire la fréquence de ces affections. Les conditions de vie et de travail sont en effet liées aux rapports sociaux de travail (développement de la concurrence, compétition, flexibilité et précarité, du stress au travail) ainsi qu’à la qualité et à l’accessibilité des fonctions collectives»*¹⁰.

L’insécurité sociale

C’est également ce constat qui est au centre du livre que Robert Castel a consacré à *L’insécurité sociale*¹¹. Tout en soulignant le fait que le risque zéro ne peut exister, l’auteur insiste surtout sur le fait que l’insécurité n’est pas seulement civile mais avant tout sociale: *«L’insécurité sociale n’entretient pas seulement la pauvreté. Elle agit comme un principe de démoralisation, de dissociation sociale à la manière d’un virus qui imprègne la vie quotidienne, dissout les liens sociaux et mine les structures psychiques des individus. [...] Être dans l’insécurité permanente, c’est ne pouvoir ni maîtriser le présent, ni anticiper positivement l’avenir. C’est la fameuse «imprévoyance» des classes populaires, inlassablement dénoncée par les moralistes du XIX^e siècle. Mais comment celui que l’insécurité ronge tous les jours pourrait-il se projeter dans l’avenir et planifier son existence?»*¹². Cet extrait est à mettre en parallèle avec le discours sur les chômeurs tenu aujourd’hui par les partisans de l’état social actif¹³. Castel insiste sur cette vérité souvent dérangement en démocratie qu’*«une société ne peut se fonder exclusivement sur un ensemble de rapports contractuels entre individus libres et égaux car alors elle exclut tous ceux, et en premier lieu la majorité des travailleurs, dont les conditions d’existence ne peuvent assurer l’indépendance sociale nécessaire pour entrer à parité dans un ordre contractuel»*¹⁴. D’où les nécessaires et indispensables protections sociales collectives présentes pour la plupart dans le système, certes encore perfectible, de la sécurité sociale. L’amélioration de ce système passe par des solutions innovantes, notamment dans la création de nouveaux droits liés à la formation et à la couverture des périodes transitoires, car le capitalisme a changé ainsi que le cadre de l’État-Nation. Pour Castel, le travail restera cependant central car *«c’est dans une large mesure selon que le travail sera, ou non, sécurisé que pourra, ou non, être jugulée la remontée de l’insécurité sociale»*¹⁵.

Nous terminerons en reprenant l’intervention du député Harmand à la séance de la Convention du 25 avril 1793: *«Les hommes qui voudront être vrais avoueront avec moi qu’après avoir obtenu l’égalité politique de droit, le désir le plus actuel et le plus actif, c’est celui de l’égalité de fait. Je dis plus, je dis que sans le désir ou l’espoir de cette égalité de fait l’égalité de droit ne serait qu’une illusion cruelle qui, au lieu des jouissances qu’elle a promises, ne ferait éprouver que le supplice de Tantale à la portion la plus utile et la plus nombreuse des citoyens»*¹⁶. Et le député de poser la question de la redistribution des terres et des fortunes. Est-il utile de préciser que 214 ans plus tard, nous considérons cette intervention comme d’une terrible actualité, notamment pour les laïques? ▲

Inaugurée en 2004 par le livre de Nicolas Bárdos-Féltoronyi *L’économie sociale et solidaire. Théories et pratiques*, la collection «Comprendre» des éditions Couleurs livres s’était enrichie en 2005 d’un *Économie politique* par Yves de Wasseige qui en 288 pages et 622 points était un véritable cours d’économie comprenant même des exercices. Ces deux ouvrages assez ardu, malgré la volonté pédagogique de leurs auteurs, ont été rejoints par un troisième, celui de Patrick Feltesse et Pierre Reman.

Révélateurs de la misère grandissante¹

Les bains publics

JULIEN DOHET

En ce début du XXI^e siècle, après 63 ans de sécurité sociale et 86 ans de logements sociaux, peu de gens sont conscients que d’énormes problèmes de logements se posent encore dans un pays aussi riche que la Belgique².

La question du logement ne se résume pas seulement aux SDF mais est bien plus large puisqu’on considère que 21% des Belges ne disposent pas de tout le confort de base, à savoir des installations sanitaires fonctionnelles, de l’eau chaude courante et le chauffage central. Soit 6% de plus du chiffre déjà terrible des 15% de la population belge, plus d’un million et demi de personnes, qui vit en dessous du seuil de pauvreté, seuil qui est défini en Belgique par un revenu de 772 euros. Le coût du loyer, sans parler de l’accès à la propriété, est donc un réel problème comme la multiplication des logements insalubres.

Dans les critères de salubrité du Code wallon du Logement, un des aspects de non-conformité qui est souligné est l’absence d’infrastructures sanitaires. Pour prendre un exemple concret, plus de 5,5% des habitations à Liège ne sont pas équipées de salles de bains et/ou de toilettes selon les chiffres de l’Institut National de Statistiques de 2001. Une des causes principales de cette situation est la division des maisons unifamiliales en «kots» et garnis, rendant les superficies individuelles difficilement habitables avec des moyennes inférieures à 28m² et, surtout, le manque d’installations sanitaires individuelles. Si des efforts sont faits par la Ville pour réhabiliter les quartiers et augmenter la diversité de l’offre résidentielle publique ou parapublique, il s’agit également de prendre en compte les questions d’hygiène que pose une telle situation.

À Liège, deux institutions accueillent au centre-ville les personnes désirant se laver correctement. La première de ces institutions est publique. Intégrés dans un complexe plus vaste comprenant également des salles de sports et une piscine, les «Bains publics» de la Sauvenière comportaient à l’origine 18 cabines avec baignoires et 36 cabines avec douches, réparties de part et d’autre du hall central, séparant ainsi les hommes et les femmes. Le complexe comportait également un étage équipé de manière ultramoderne à l’époque de sa construction de services spécialisés en hydrothérapie et physiothérapie. Si depuis plusieurs années, la piscine et le centre thermal sont fermés, le service des «Bains publics» a été maintenu devant son importance sociale indispensable pour une aussi grande ville. Aujourd’hui, ce service ne comporte plus que 14 baignoires et 13 douches. Il est accessible trois journées par semaine, de 9h30 à 18h pour la somme

Les Bains de la Sauvenière à Liège.

modique de 1,30 euro pour une utilisation de trente minutes. Le public qui utilise ce service est composé d’habités ayant souvent un logement mais dont les revenus très modestes ne permettraient pas une hygiène corporelle correcte sans cette possibilité.

La deuxième institution est une association d’«accueil de jour» privée. Émanation de l’ordre de la Croix de Malte, elle existe depuis 1999. Comme la Sauvenière, elle est située au centre de Liège. Le service met à la disposition du public trois cabines de douches qui s’intègrent dans un service sanitaire plus large comprenant également deux machines à laver, la mise à disposition de produits comme du savon, du dentifrice mais aussi une table et un fer à repasser. Complètement saturée, cette association accueille un public plus précarisé que les Bains publics de la Sauvenière.

Bien que fondamentales, ces deux institutions ne suffisent pas à répondre à la demande croissante d’une population qui se précarise. Outre ce constat toujours dérangement à faire dans un des pays les plus riches de la planète, il est également interpellant pour les laïques de constater que le service public se désengage de ce type d’intervention (les Bains publics de la Sauvenière déménageront en 2008³ dans un tout nouveau complexe sportif où ils seront cependant encore réduits au niveau de la capacité d’accueil puisque les chiffres les plus positifs parlent de huit cabines-douches seulement) et que seules des institutions charitables chrétiennes occupent ce terrain. ▲

⁶ P. 147

⁷ P. 69

⁸ P. 66

⁹ P. 215

¹⁰ P. 161

¹¹ Robert Castel, *L’insécurité sociale. Qu’est-ce qu’être protégé?*, Paris, Seuil, 2003.

¹² P. 29.

¹³ Voir notamment le dossier consacré à cette question dans le journal du collectif «Solidarité contre l’exclusion» n°56 de novembre-décembre 2006, pp.21-35.

¹⁴ P. 39.

¹⁵ P. 86.

¹⁶ Extrait du livre de Marcel Gauchet, *La révolution des droits de l’homme* cité par Castel, p. 27.

¹ Cet article se base sur des recherches effectuées en collaboration avec Linda Felicetti, dans le cadre de la conception d’une exposition sur l’histoire des Bains et Thermes de la Sauvenière à Liège.

² «Un toit pour tous. La 84^e semaine sociale du MOC», in Hors série n°6 de la revue *Politique*, septembre 2006.

³ Précisons ici que cette décision de la Ville est antérieure et indépendante du projet de réhabilitation du bâtiment.

Les rencontres de Stéphane Renard

Réduire en priorité les inégalités sociales

Conditions de vie, facteurs psycho-sociaux, sous-utilisation ou surconsommation de l’offre médicale... De nombreuses raisons expliquent pourquoi notre sécurité sociale, réputée pour être l’une des meilleures au monde, est incapable de garantir l’égalité d’accès aux soins de santé. **Bernard De Backer**¹ et **Perrine Humblet**² analysent les enjeux. Deux visions pour une même certitude : la santé est d’abord un débat politique.

Espace de Libertés: En matière de santé, les réalités psycho-sociales déterminent plus d’une inégalité. Vous partagez le constat des chercheurs?

Bernard De Backer : Tout à fait. C’est une réalité et elle est inacceptable. Mais il ne faut pas jeter l’opprobre sur tout le système. Comme nous le rappelions dans un éditorial de la revue *Renouer*, «*cette honte –face à l’exclusion dans les soins de santé– est salutaire, à condition toutefois d’être perçue comme un défi plutôt que comme une défaite*».

Le défi semble s’adresser également aux progrès médicaux. Ils donnent le sentiment d’être parfois mal redistribués...

Il est clair que les découvertes de nature scientifique ou technologique doivent impérativement s’accompagner, en parallèle, de progrès sociaux. Sans eux, les progrès médicaux ne seraient réservés qu’à la minorité la plus socialement favorisée. Une réponse politique à cette inégalité d’accès s’actualisera dans la création, dès 2007, du statut OMNIO, qui étend le bénéfice de l’intervention majorée à tous ceux dont les revenus se situent en dessous d’un certain plafond. Le MAF (maximum à facturer), créé voici quelques années, s’inscrivait déjà dans cette logique.

Notre réseau de soins de santé n’est pas toujours utilisé très rationnellement. Autre source de déséquilibre?

Nuançons. Même s’il est plus opportun, pour une grippe, de se rendre chez un généraliste plutôt qu’aux urgences d’un hôpital, ces services, même s’ils font parfois les frais d’une utilisation peu adaptée, répondent à des demandes de personnes souvent désemparées et financièrement précarisées. L’offre rencontre donc la demande, même si cette

dernière aurait mérité d’être satisfaite de manière plus «rationnelle». On pourrait presque dire à ce propos que notre système de soins, souvent critiqué parce que prioritairement réparateur, c’est-à-dire curatif, est, par ce défaut même, encore plus adapté et indispensable aux plus défavorisés!

Les mutualités, perçues comme des maillons intermédiaires, ont-elles le pouvoir d’influencer l’accès aux soins?

Oui, parce qu’elles observent ce qui se passe sur le terrain. Elles peuvent dès lors alerter les instances politiques mais aussi sensibiliser l’opinion. Elles agissent également de manière directe sur l’offre, en proposant des «produits» qui répondent aux besoins de leurs affiliés. Les Mutualités socialistes ont, par exemple, créé le service Medi’Kids: il permet aux parents d’enfants gravement malades de bénéficier de nombreux remboursements de frais d’hospitalisation, de médicaments, d’honoraires, d’achat de matériel de soin, d’aide psychologique...

Les volets prévention et information sont capitaux. Pourtant, ils ne toucheraient pas ceux qui en ont le plus besoin...

L’un de nos soucis majeurs reste, en effet, d’expliquer à nos affiliés, dans un langage clair, les enjeux liés aux problèmes de santé. Mais je ne nie pas le fait que, même si d’énormes efforts de communication sont consentis, une partie de la population, souvent celle qui en a le plus besoin, ignore les services dont elle peut bénéficier ou est moins en mesure d’appliquer les conseils de prévention diffusés.

Les habitudes alimentaires constituent à ce propos un exemple interpellant. Bien s’alimenter englobe un certain nombre de «prescriptions», présumées bénéfiques. Or, ces habitudes expriment toujours une position sociale et ses possibilités nutritionnelles. Dans bien des cas, le «goût» apparaît donc comme «orienté» et est moins déterminé par un choix délibéré que par le budget à disposition.

Le ministre Rudy Demotte a pourtant récemment lancé une «campagne nutrition»...

...et je m’interroge sur sa pertinence! Ce qui est pris pour norme de référence dans l’élaboration de démarches pédagogiques collectives n’est bien souvent pas la réalité concrète des conditions d’existence des publics visés mais bien la réalité de ceux qui sont censés les «représenter», et qui s’incarne dans la fraction aisée de la classe moyenne! Le rôle du politique et des postulats sur lesquels il s’appuie pour élaborer ses politiques de santé publique revêtent également une importance qu’il serait fâcheux de passer sous silence. ▲

Espace de Libertés: Notre système de sécurité sociale devrait garantir l’égalité des citoyens en matière de soins de santé. Il n’en est rien. Pourquoi?

Perrine Humblet: Ne confondons pas soins de santé et niveau de santé de la population. Au lendemain de la guerre, nos sociétés ont cru que la mise en place d’une politique publique de sécurité sociale allait résorber les inégalités sanitaires. Mais, au début des années 1980, la publication, en Grande-Bretagne, du rapport Black a fait l’effet d’une bombe. Ce pays s’enorgueillissait d’avoir l’un des meilleurs systèmes de santé au monde en termes d’accessibilité, le *National Health Service*. Or le rapport a révélé, d’une part, qu’il existait une réelle inégalité des Britanniques devant la santé et que, d’autre part, cette inégalité augmentait. Le taux de mortalité était notamment lié à la classe sociale...

Des conclusions qui, depuis, ont pu être généralisées?

Oui. Il est admis désormais que le développement d’une politique de santé publique ne réduit pas significativement les inégalités de santé dans la population. Le problème de la morbidité se situe *en amont*, avant le stade des soins. L’incidence d’une maladie –le nombre de nouveaux cas– est inégalement répartie: au plus on descend dans la stratification sociale, au plus l’incidence est élevée. L’histoire de la santé confirme le constat. La tuberculose a commencé à reculer au XIX^e siècle, avant l’invention du vaccin. En fait, malgré les conditions épouvantables de certains travailleurs, les premiers progrès en matière d’hygiène et d’assainissement du milieu avaient commencé à améliorer les conditions de vie. Ce sont donc moins les soins médicaux qu’une série de déterminants matériels et psycho-sociaux qui influencent surtout l’égalité devant la santé. C’est ce qui explique aussi l’échec relatif de politiques sanitaires trop ciblées.

Quelles formes prennent ces inégalités?

Les milieux les moins favorisés rencontrent plus de problèmes de santé et sont des consommateurs de soins médicaux un peu particuliers. D’abord, il y a un réflexe d’épargne. On retarde la visite chez le médecin, on n’achète pas tous les médicaments... et l’hospitalisation se produit à un stade plus avancé de la maladie. La seconde raison est d’ordre culturel et traduit un manque d’information. Un gros effort a été fait, par exemple, en matière de remboursement des soins dentaires pour les jeunes enfants. Encore faut-il le savoir. Et puis, il y a la méconnaissance. Ne pas soigner une dent de lait cariée «parce qu’elle va quand même tomber», c’est ignorer qu’elle est source de mauvaise hygiène et de problèmes ultérieurs.

Ces inégalités ne sont-elles pas aussi la conséquence inévitable d’un système de santé de type libéral?

Il est un fait que notre médecine n’est pas hiérarchisée et permet à chacun de faire son shopping médical. Ce qui induit d’autres inégalités. Les services d’urgence des hôpitaux publics sont encombrés par des patients qui s’y rendent pour des raisons essentiellement financières. À l’autre bout de l’échelle, on constate une évidente surconsommation de la médecine spécialisée par ceux qui sont déjà les plus favorisés.

La multiplication des assurances santé, au sens large, amplifie-t-elle ce phénomène?

Tout à fait. Cette assurabilité croissante contribue à la surconsommation. Mais, surtout, elle accroît l’inégalité face à la maladie car, selon que vous serez bien, mal ou pas assuré en plus de votre mutuelle, vous ne vous adresserez pas forcément au même hôpital, au même spécialiste réputé. Malgré tous les correctifs, la médecine reste une discipline coûteuse pour le patient.

L’argument selon lequel cette surconsommation est due en partie à un mode de vie stressant tient-il la route?

Il faut tordre le cou à une idée fausse. Le stress a le plus de conséquences physio-psychologiques sur les catégories sociales *les moins élevées*. On a mis en évidence le fait qu’un cadre ou un dirigeant, hypertendu au boulot, verrait plutôt sa tension baisser lorsqu’il rentre chez lui. En revanche, un employé subalterne ou un ouvrier victime de stress conserverait une tension artérielle élevée même en dehors du boulot. Comme si le fait de gérer, de prendre des décisions, était plus rassurant que d’être le jouet d’événements non maîtrisés. Un facteur psycho-social qui s’ajoute aux autres inégalités de travail pour déboucher ici sur une inégalité de santé...

Inégalités de conditions de vie, inégalités psycho-sociales de départ, inégalités de consommation, d’accès à l’offre médicale... Comment rompre le cercle vicieux?

La morbidité interfère avec l’activité professionnelle et l’appauvrissement lui-même accroît l’incidence de certaines maladies. Il ne s’agit pas de remettre à plat tout le système –aucun n’est parfait–, mais de lui apporter de sérieux correctifs, en s’intéressant à promouvoir la santé dans tous les secteurs de décision publique. Les réseaux de première ligne sont essentiels. Et puis, il suffit parfois de mesures toutes simples: que l’on commence par interdire les distributeurs de colas dans toutes les écoles!

Cela dit, la meilleure façon de réduire les inégalités face à la santé passe par la réduction des inégalités sociales. Mais ce débat-là n’est plus sanitaire. Il est politique. ▲

Perrine Humblet

«La sécurité sociale ne réduit pas les inégalités sanitaires».

¹ Secrétaire général de l’Union nationale des Mutualités socialistes.

² Chargée de cours à l’École de Santé publique (ULB), spécialiste des inégalités sociales en matière de santé.

Et la santé des femmes monoparentales?

HEDWIGE PEEMANS-POULLET
Université des Femmes

Les femmes ont, en moyenne, une moins bonne santé que les hommes¹. Elles sont proportionnellement plus nombreuses à souffrir de pathologies spécifiques, de co-morbidités, de maladies chroniques, de troubles de la santé mentale et de limitations fonctionnelles. Cette constatation a été longtemps voilée par le fait que l'espérance de vie des hommes est plus courte. Les femmes vivent donc plus longtemps mais en plus mauvais état de santé.

Récemment, Pierre Aïach, sociologue de la santé, a affronté cette contradiction² en soulignant que les maladies ont un impact différencié sur la mortalité mais il a aussi formulé l'idée que les femmes, en tant que victimes de la «violence symbolique» des hommes, auraient un autre rapport au corps que ceux-ci: «*Dans cet ordre d'idée, ce qui sépare les femmes des hommes a essentiellement à voir avec la violence symbolique s'exerçant dans le rapport de domination des hommes sur les femmes*». Il poursuit: «*Il se trouve que l'usage du corps exerçant cette domination produit une usure, une détérioration, qui conduit à une mort prématurée, comparée à la mort du corps sur lequel s'exerce cette domination*». Aïach semble refu-

ser la corrélation entre la violence concrète subie par un certain nombre de femmes et la dégradation de leur état de santé «*Ce n'est pas, à mon sens, essentiellement parce qu'elles subissent plus de violences physiques, et qu'elles sont soumises à des pressions psychologiques difficiles et parfois douloureuses, que les femmes semblent plus malades*». Notre recherche ne lui donne pas raison.

Une moins bonne santé que les mères vivant en couple...

En participant à la «Plateforme pour les familles monoparentales»³, nous avons interrogé le mauvais état de santé des femmes monoparentales⁴. Celui-ci était considéré comme une évidence par une Recommandation du Conseil de l'Europe⁵ alors qu'en Belgique, il n'existait pas d'étude sur le sujet. Nous avons donc décidé de comparer l'état de santé de deux groupes de mères ayant encore au moins un enfant à charge, les unes monoparentales, les autres vivant en couple. Ces mères figurent dans une tranche d'âge de ± 20 à 60/65 ans, période de leur vie où l'état de santé des femmes est, en moyenne, assez favorable.

Cette comparaison a été établie à partir de deux banques de données, le «Panel Démographie Familiale» (dit PSBH) et l'«Enquête Santé en Belgique» dont les résultats de 1997 et de 2001 ont été ici globalisés. Ces deux sources permettent une bonne approche du niveau scolaire, socioéconomique ou socioprofessionnel de ces deux groupes de mères. Les femmes monoparentales connaissent, en moyenne, des conditions de vie plus précarisantes que les mères vivant en couple. Le salaire minimum garanti, lot de la majorité des femmes, ne permet pas de vivre seule. Les allocations familiales ordinaires des deux premiers enfants sont loin de couvrir le coût de base de ceux-ci. L'insuffisance, l'irrégularité ou l'absence de versement des créances alimentaires représente un aspect chiffrable de risque de pauvreté.

La confrontation de l'état de santé respectif des deux groupes de mères s'est avérée particulièrement pertinente. Dans l'enquête santé, nous avons scruté une bonne trentaine d'indicateurs de santé, en sélectionnant des pathologies tant aiguës que chroniques, tant subjectives qu'objectives, des aspects de la santé tant physique que mentale ou que sociale... Pour plus de 85% des indicateurs analysés, les femmes monoparentales sont proportionnellement plus nombreuses à être affectées par les troubles

en question. On constate même qu'elles ont été 4,5 fois plus nombreuses que les mères vivant en couple à avoir subi un cancer au cours de l'année précédant l'enquête. Quelques rares indicateurs (troubles de la thyroïde, infarctus...) ne manifestent pas de différence entre les deux groupes; encore plus rares sont les indicateurs plus favorable aux femmes monoparentales (asthme...). De son côté, le Panel révèle que plus de 34% des femmes monoparentales et «seulement» 18% des mères vivant en couple cumulent plus de trois symptômes de l'échelle de dépression... Le diagnostic s'impose: les femmes monoparentales ont manifestement une moins bonne santé que les mères vivant en couple.

L'impact de la violence

Une explication facile serait d'imputer ce mauvais état de santé à leur précarité. C'est l'explication la plus courante pour le mauvais état de santé de la population en général⁶... Or cette explication, purement synchronique, ne tient, notamment, pas compte des trajectoires de vie socio-sanitaire des individus ni de l'impact des violences symboliques et concrètes sur la santé des victimes.

En effet, si la plupart des recherches sur les violences subies par les femmes font allusion aux implications sur la santé, par contre, les recherches sur la santé des femmes établissent trop rarement une relation entre leur mauvaise santé et les violences qu'elles subissent ou ont subies. Depuis une bonne dizaine d'années cependant⁷, certaines recherches se focalisent davantage sur cette corrélation, surtout dans le domaine de la santé mentale. Les femmes victimes d'abus souffriraient trois fois plus de dépression que les femmes n'ayant pas subi de violences.

Les violences subies de la part d'un «partenaire intime» sont particulièrement néfastes. Elles créent une confusion dramatique entre l'attente d'affection et la violence, le désir sexuel et la brutalité. Le «Rapport mondial sur la violence et la santé» de l'OMS⁸ constate: «*Un nombre croissant de travaux de recherche révèlent que le fait de partager la vie d'un partenaire violent peut avoir un impact profond sur la santé d'une femme*». Cette observation donne à penser que les femmes monoparentales sont plus protégées que d'autres: elles peuvent avoir quitté un partenaire violent mais une fois la séparation accomplie, leur état de santé devrait améliorer. Rien n'est moins certain cependant pour quelques études québécoises qui abordent la relation entre violence et séparation. Selon un sondage de 1987, près d'un tiers des mères séparées ou divorcées déclaraient avoir subi des violences au cours du processus de séparation. En Belgique, de telles recherches n'ont pas encore été faites.

Or les enquêtes santé fournissent des données sur la violence subie et sur la mauvaise santé. Dans les enquêtes que nous avons utilisées (1997 et 2001), une seule question portait sur la violence en général et une autre sur la violence physique ainsi que le lieu où celle-ci est subie.

Nous y avons joint la question portant sur les «accidents graves» car parfois la violence subie est présentée comme un accident au médecin ou à la clinique. Parfois aussi, cette violence subie entraîne des comportements à risques (accidents de la route ou accidents domestiques).

Au cours de l'année précédant l'enquête, les deux catégories de mères sont proportionnellement moins nombreu-

ses que l'ensemble de la population à avoir connu un «accident grave». Toutefois, pour les femmes monoparentales, ce taux est de 8,6% alors que pour les mères vivant en couple, il est seulement de 6,1%.

Assez différents sont les résultats concernant la «violence», terme qui englobe ici toutes espèces de violences: verbales, physiques, vols, cambriolages... En 2001, dans l'ensemble de la population, 15% des personnes interrogées faisaient état de violences subies au cours de l'année précédant l'enquête. Selon les enquêtes 1997 et 2001, 26,5% des femmes monoparentales ont fait état de violences subies au cours de l'année écoulée soit un taux nettement supérieur au taux moyen de la population; pour les mères vivant en couple, ce taux était seulement de 13,8%.

Une autre question porte sur le lieu où se produisent les violences physiques: maison, école ou travail, ailleurs. Cette fois, 19,5% des femmes monoparentales déclarent avoir subi ces violences physiques à la maison (12,4%) ou ailleurs (7,1%) alors que 2,3% seulement des mères vivant en couple déclarent avoir subi ces violences physiques à la maison (1%) ou ailleurs (1,3%). Les premières sont proportionnellement moins nombreuses que les secondes à avoir subi de telles violences à l'école ou au travail.

L'ampleur des violences subies par les femmes monoparentales est manifeste. Des études complémentaires devraient identifier les auteurs et éventuellement les relations entre ces violences et les conditions de la séparation (vengeance, créances alimentaires, garde des enfants...). Mais les faits sont là: les femmes monoparentales subissent nettement plus de violences et ont un état de santé nettement moins bon que les mères vivant en couple. À ce stade, l'explication la plus probable consiste à imputer le mauvais état de santé des femmes monoparentales aux violences qu'elles subissent.

La responsabilité des pouvoirs publics

Pourquoi attirer l'attention des pouvoirs publics sur les différences de santé entre les femmes monoparentales et les mères vivant en couple?

En 1946, le texte fondateur de l'OMS affirmait qu'une piste pour améliorer l'état de santé des populations était de réduire les écarts de santé découlant des inégalités socioéconomiques. Jusqu'à présent, la réduction des écarts de santé entre hommes et femmes ne sont toujours pas reconnus comme susceptibles de fonder des politiques publiques de santé.

De plus, aujourd'hui, cette politique est confinée dans une vision comportementaliste de la santé, en vertu de laquelle c'est l'individu qui, par ses comportements, serait responsable de sa santé. Cette approche est peu fondée pour les femmes: dans leur ensemble, elles ont une meilleure hygiène de vie mais une moins bonne santé que les hommes. La corrélation ne tient donc pas la route. Et dans le cas spécifique des femmes monoparentales, nous avons évoqué ce qu'elles subissent comme un des facteurs déterminant la santé. Des recherches nouvelles devraient approfondir cette hypothèse. Mais les pouvoirs publics ont leur part de responsabilité: dans la précarité, dans la violence liée aux séparations et en général, dans la violence interpersonnelle pour laquelle ils impliquent trop peu la responsabilité civile des auteurs... ▲

1 Voir, par ex., les résultats des Enquêtes de Santé en Belgique, sur le site de l'Institut scientifique de Santé publique: www.iph.fgov.be/epidemio/epifr/index4.htm

2 Pierre Aïach, «Femmes et hommes face à la mort et à la maladie, des différences paradoxales» dans *Femmes et Hommes dans le champ de la santé. Approches sociologiques* [sous la dir. de P.Aïach, D. Cèbe, G. Cresson, Cl. Philippe], éd. ENSP, Rennes, 2001, p.117-147.

3 Qui regroupe une quinzaine d'associations néerlandophones et francophones.

4 La dynamique de cette recherche est décrite dans l'ouvrage récemment publié: M.-Th. Casman, M. Nibona et H. Peemans-Poullet, *Femmes monoparentales en Belgique. Conditions d'existence, précarisation, santé.*, coll. «Pensées Féministes», éd. Université des Femmes, Bruxelles, 2006.

5 Recommandation de 1997 [n° R(97)4] du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

6 Voir par ex. les travaux de Fred Louckx et a. *Sociale breuklijnen in de gezondheid en de gezondheidszorg*, VUBPress., 2002

7 A. Taft, *Promoting Women's Mental Health. The Challenges of Intimate/Domestic Violence Against Women*, Australian Domestic & Family Violence Clearinghouse, Issues paper, 8, Sidney, 2003.

8 [sous la dir. de E.G. Krug, L. L.Dahlberg, J.A. Mercy, A.Zwi et R. Lozano-Ascencio], *Rapport mondial sur la violence et la santé*, OMS, Genève, 2002, p. 112.

Malades, cultures et médicaments

SYLVIE FAINZANG*

Anthropologue. Directeur de recherche à l'Inserm

Des rapports des patients avec la prescription, les psychotropes, l'homéopathie... en fonction de leur origine culturelle religieuse.

* Auteur de: *Médicaments et société. Le patient, le médecin et l'ordonnance*, Presses universitaires de France, 2001.

On s'interroge beaucoup aujourd'hui sur la consommation des médicaments et sur les conduites individuelles à l'égard de la santé. Toutefois, parler des manières de se soigner chez les patients contemporains ne peut se faire sans prendre en considération la grande diversité des individus, à la fois sur le plan social et culturel. Si la diversité sociale est un aspect qui a été largement mis en évidence par la sociologie, laquelle a notamment permis de mieux comprendre l'incidence des facteurs sociaux, économiques ou démographiques sur les recours médicamenteux, une dimension est restée fort négligée dans les travaux en sciences sociales: la culture religieuse. Les patients ont-ils la même attitude face à leur corps, à l'ordonnance médicale, aux médicaments et aux médecins selon qu'ils sont d'origine catholique, protestante, juive ou musulmane, indépendamment du phénomène de la croyance, c'est-à-dire même lorsque les individus ont pris leurs distances avec les religions en question? Pour répondre à cette question, une enquête a été conduite en France, pendant cinq ans, en milieu hospitalier et au domicile des malades, auprès de catégories socioprofessionnelles diversifiées mais comparées à niveau social équivalent, de façon à neutraliser la variable strictement sociologique. Cette étude devait permettre de comprendre en partie pourquoi, à l'intérieur d'une même catégorie sociale, l'attitude des malades varie, sans que ces variations soient nécessairement dues à des explications psychologiques.

Certes, un grand nombre de représentations et de conduites communes s'observent dans tous les groupes étudiés. Il en va ainsi de la réticence à l'égard des médicaments génériques, de l'importance accordée à la présence des médicaments dans l'espace domestique associé symboliquement à l'espace corporel, ou de la crainte des effets délétères des médicaments en tant que produits chimiques, et cela malgré une consommation importante chez certains patients (à cet égard, il convient de pondérer les propos habituels sur la *surconsommation* de médicaments en France par le constat de leur *surprescription*).

Des différences s'observent toutefois selon les groupes. Ainsi, l'automédication n'a-t-elle pas la même image: les

protestants la considèrent comme un moyen d'assumer une plus grande responsabilité sur leur santé, tandis que les musulmans se défendent totalement d'en faire. S'il existe, chez tous, une crainte des effets incontrôlés des médicaments et des effets nocifs que peut induire leur consommation désordonnée, cette crainte suffit à dissuader les musulmans de tenter de se soigner tout seuls, alors qu'elle justifie chez les protestants la volonté de limiter la quantité de substances consommées, et suscite en revanche l'envie de partager avec le médecin ce savoir, dans le souci de gérer eux-mêmes leur mal, d'affirmer leur autonomie et leur indépendance. Il n'est pas fortuit que, à la différence des catholiques qui gardent parfois leur ordonnance en vue de pouvoir la montrer à leurs médecins, les patients protestants les recopient volontiers afin de se souvenir du nom du médicament pris, et de pouvoir s'y reporter si besoin est, dans le cadre d'une automédication ultérieure. Le choix de se défaire de l'ordonnance, tout en conservant le souvenir de son contenu peut être compris comme la volonté du patient de supprimer la trace du médecin prescripteur pour ne garder que celle du remède jugé adéquat, c'est-à-dire la trace de son propre jugement. Recopier l'ordonnance, c'est s'approprier l'acte de prescription.

Le rapport que les malades entretiennent avec les médicaments se caractérise souvent par une réinterprétation de l'ordonnance, réinterprétation dont les mécanismes sont en partie culturels. La réinterprétation de la prescription se lit notamment au niveau des doses prescrites, souvent augmentées chez les uns, réduites chez les autres. La diminution des doses est liée au fait de reconnaître une relation entre soi et le produit, le patient désirant un traitement adapté à ce qu'il est (gros ou maigre, fort ou fragile, adulte ou enfant, homme ou femme). En revanche, l'augmentation des doses résulte de la focalisation du malade sur la vertu du médicament, indépendamment de son cas particulier, dans la perspective d'augmenter ses chances de guérir. On est là face à deux logiques distinctes, une *logique de l'identité* et une *logique du cumul*, qui fondent la gestion des doses, en dépit des posologies prescrites par le médecin. Or il est frappant de constater que la première se retrouve davantage parmi les

familles d'origine protestante ou juive, et la seconde parmi les familles d'origine catholique ou musulmane.

L'engouement généralement observé pour les médicaments n'est pas exclusif de craintes, notamment à l'égard des médicaments psychotropes. Si ces médicaments font l'objet de certaines réticences dans tous les groupes, celles-ci sont liées à des représentations distinctes selon les groupes. Les catholiques expriment ainsi davantage leurs craintes concernant l'état corporel dans lequel les psychotropes les mettent, et notamment la somnolence que leur consommation entraîne. Les mêmes raisons sont invoquées par les musulmans (en particulier par les femmes qui redoutent d'autant plus cet effet qu'il se heurte aux exigences sociales attachées à leur statut). Les musulmans craignent en outre les effets négatifs de ces substances sur leur comportement social par le biais d'effets nocifs pour le cœur, organe doté d'une place capitale dans leurs représentations. Les protestants, quant à eux, sont plus réticents à l'égard des psychotropes en raison de la dépendance qu'ils engendrent. Le refus de la dépendance est une valeur forte que l'on retrouve dans leur volonté de gérer leur mal, leur ordonnance et leurs médicaments. Tandis que la réticence pour les psychotropes chez les juifs est liée, tout particulièrement chez les ashkénazes, à la peur de la perte de la mémoire que pourrait induire la prise prolongée de ce type de médicament. Valeur cardinale qui ne doit pas être mise en péril, la mémoire est à replacer dans ses liens avec l'Histoire, et en particulier avec l'histoire des persécutions qui a renforcé l'injonction de se souvenir.

Les résultats de l'étude attestent également, chez les patients de ces différents groupes culturels, d'un rapport différent à l'égard de l'autorité médicale, qui s'aligne d'ailleurs sur l'attitude que les patients pratiquants ont à l'égard de l'autorité religieuse. Par-delà le niveau socioculturel des individus, on observe une soumission plus grande à l'égard du médecin de la part des patients d'origines catholique et musulmane que des patients d'origines juive et protestante, attitudes qui peuvent être mises en relation non seulement avec les valeurs qui prévalent dans les cultures en question, mais avec l'histoire collective des groupes auxquels les patients appartiennent. Le rapport des patients aux médicaments est lui-même en partie construit par la relation différente que ces groupes culturels ont à l'égard de l'autorité médicale. La soumission du malade à l'égard du médecin n'équivaut pas à une soumission à sa prescription, mais témoigne d'une relation différente à l'autorité qu'il incarne, impliquant éventuellement de ne pas lui dire son refus de suivre le traitement. Elle n'est donc pas exclusive d'une forme de résistance, mais celle-ci est secrète et dissimulée. À cet égard, le recours à l'homéopathie par exemple est souvent caché par les patients catholiques à leur médecin lorsque celui-ci n'y est pas favorable, tandis qu'il est davantage affirmé et revendiqué par les protestants. À noter que les patients les plus soucieux de revendiquer leur autonomie et leur indépendance parmi les protestants, sont de culture familiale réformée, tout particulièrement originaires de la région cévenole. Par-delà les éléments qui distinguent luthériens et réformés sur le plan de la doctrine, ceci tient à des facteurs historiques, le fort refus de l'autorité chez les réformés cévenols pouvant être mis en relation avec leur passé de persécution, infligées par les autorités en place. C'est donc peut-être, plus encore qu'à la doctrine, au poids de l'Histoire qu'il faut attribuer ces différences.

L'étude révèle en outre que la tentative de négociation au sujet d'un médicament est plus active chez les malades d'origine protestante ou juive. La pratique de la négociation avec le médecin est liée à la volonté de jouer un rôle dans la prise en charge de la maladie, et à l'usage de la question. Ceci n'est d'ailleurs pas étranger aux traditions du judaïsme puisque l'enseignement talmudique enseigne la contradiction. À l'impératif de la discussion, prônée par la tradition talmudique, s'ajoute la nécessité de la question.

En résumé, les comportements des individus à l'égard des médicaments ne sont pas exclusivement construits par leur appartenance sociale, leur âge, leur genre, ou encore leur capital scolaire. Ils portent également l'empreinte de leur culture religieuse d'origine. Cette empreinte culturelle trouve ses formes non pas seulement dans les systèmes de pensée auxquels ces groupes se rattachent ou les doctrines sur lesquelles ils s'appuient, mais aussi dans leur histoire collective. On le voit avec l'importance accordée à la mémoire chez les juifs (qui préside à leurs

craintes des médicaments psychotropes) ou avec la volonté plus marquée chez les réformés cévenols d'affirmer leur indépendance à l'égard de l'autorité médicale (les incitant à de fortes pratiques d'automédication). Les comportements des individus à l'égard de la santé, de la maladie et de l'autorité médicale, portent donc l'empreinte de leur origine culturelle religieuse et de leur histoire. ▲

Confins européens

PASCAL MARTIN

La Moldavie est la nouvelle voisine de l'Union européenne. Un pays pauvre qui demande de l'aide. Mais l'Europe est à bout. Que reste-t-il de ses ambitions?

C'est un peu par hasard que l'on s'est arrêté devant la bâtisse rectangulaire. Parce qu'à son fronton figurait une inscription en caractères cyrilliques, une fonction officielle. «Consiliul raional Ungheni». Le siège du district d'Ungheni, c'était ici, au milieu de cette enfilade de bosquets et de places que ne perturbait guère la circulation clairsemée des artères voisines. Une atmosphère de campus universitaire américain.

C'était un dimanche, mais on nous a conviés à entrer tout de même. «Le chef du district est venu travailler. Vous pouvez le rencontrer», a proposé un homme débonnaire, probablement son chauffeur. Dans le hall, des tapis élimés, au sol et aux murs. Élimés comme l'industrie textile qui fit autrefois la richesse de la région. Nicolae Gaviuc, le chef du district, est apparu assis à son bureau, prostré. Il a hésité à donner une carte de visite. «Il faut les commander à Chisinau», la capitale moldave, s'est-il excusé. «Ça prend du temps. Je les garde donc pour les officiels».

Bienvenue en Moldavie, la nouvelle voisine de l'Union européenne. En ouvrant ses portes à Bucarest et à Sofia le 1^{er} janvier, l'Europe a fait un nouveau bond en avant vers l'Est, jusqu'à ce petit pays pratiquement enclavé, coincé entre Roumanie et Ukraine. À la veille du cinquantième anniversaire du Traité de Rome, la voici qui s'enfonce un peu plus dans l'ancien espace soviétique. Elle y fait naître des attentes mais aussi des rancœurs. «Pourquoi la Roumanie et pas la Moldavie?», s'indigne un habitant de Ungheni, petite ville frontalière de l'ouest du pays. L'homme rappelle que la seconde fit autrefois partie de la première, jusqu'à ce qu'en 1944 Moscou décide de l'annexer.

Cette question en amène d'autres. Si l'Union prétend réunir les peuples européens, pourquoi ignore-t-elle les Moldaves de la République de Moldavie? Ne s'agit-il pas d'une population cousine de celle de la Moldavie

roumaine? Les accidents de la géographie et de l'histoire suffisent-ils à justifier l'arrêt de la construction européenne sur les berges de la rivière Prut, la nouvelle frontière orientale de l'UE? Toutes ces interrogations ne prennent véritablement leur sens que très loin du rond-point Schuman, lorsqu'à Ungheni comme à Chisinau, l'officier, le fonctionnaire ou le quidam pose un regard vide d'avenir.

Mais l'Union a ses règles. Elle est aussi à bout de souffle. On le sait depuis 2004, lorsque le «Big Bang» –l'élargissement à dix nouveaux États membres– a mis en lumière ses approximations, les faiblesses de son architecture institutionnelle, la répugnance de ses États membres à financer les objectifs qu'ils s'étaient pourtant promis d'atteindre. En Moldavie peut-être plus qu'ailleurs, ces manquements ont l'allure d'injustices.

Éviter la fracture

Les Européens ont appris à vivre avec ce problème de conscience. En 2003, ils ont lancé la politique de voisinage. Elle doit éviter que la fracture ne grandisse avec la Biélorussie, la Moldavie et l'Ukraine. Ce ne sont pas que des vœux pieux. «Regardez, lance Nicolae Gaviuc, 1,2 milliard de dollars, deux fois le budget annuel de l'État». Il désigne le quotidien Dezvoltarea qui en a fait sa manchette. Ce gros milliard de dollars, rassemblé par l'Union européenne et des donateurs extérieurs, doit attirer les investisseurs sensibles au coût

très bas de la main-d'œuvre moldave. Nicolae Gaviuc trace d'un geste las ce qui sera selon lui le futur du pays: les investissements engendreront la création d'infrastructures jusqu'ici inexistantes, mais aussi la réforme de la justice, de l'enseignement ou des douanes. Les Moldaves, dont un quart de la population travaille à l'étranger, reviendront au pays. Il y aura enfin de l'eau courante et du gaz dans ces villages que quadrillent des rues de terre battue, où la nuit est d'encre en raison de l'absence d'électricité. Les Roumains achèteront les produits moldaves parce que chez eux, les prix auront grimpé. «La compétition sera très dure, mais la collaboration sera aussi très intéressante».

Tels sont les arguments d'un vieil homme qui loue la liberté du marché tout en martelant sa foi dans le communisme et dans le président Vladimir Voronine. En avril 2001, celui-ci est devenu le premier dirigeant communiste à accéder à la présidence d'un pays de l'ex-URSS. Pro-russe d'abord, il a signé la même année un traité d'amitié avec Moscou. Le document prévoit une large autonomie pour la Transnistrie, province séparatiste russophone où stationnent toujours des soldats russes. Puis Voronine a pris ses distances, pour adopter une position pro-européenne et se rapprocher des nouveaux régimes en place en Géorgie et en Ukraine.

Mais si les gouvernements du président Voronine ont fait de la Moldavie un État de droit, après les années d'anarchie qui ont suivi l'effondrement de l'URSS, la Transnistrie reste un véritable brûlot géostratégique. Un brûlot où s'enflamment des trafics en tout genre, situé à moins de trois cents kilomètres de la frontière de l'UE. Le dossier est explosif et les Européens devront le traiter avec précaution s'ils ne veulent pas empoisonner les bonnes relations que la plupart d'entre eux souhaitent établir avec Moscou. En Moldavie, petit pays coincé entre d'une part l'ex-empire soviétique et, d'autre part, l'UE et les États-Unis, la politique des petits pas sera plus que jamais de mise.

Une aide humanitaire aussi

Les États-Unis? Ils sont en effet présents en Moldavie par le truchement

de l'Otan qui a établi un partenariat avec le pays. «Et ils font des cadeaux extraordinaires à la population moldave», s'exclame le Français Philippe Chaudier, coordinateur de l'ONG Degetel («le petit Poucet»). «Ils ont ainsi offert un centre hyper équipé à la municipalité d'Ungheni qui doit permettre d'accueillir les jeunes orphelins». L'aide humanitaire est un autre aspect de la guerre d'influence que se livrent Américains et Occidentaux à l'Est, à travers la politique extérieure, le commerce ou la propagation de leurs cultures respectives.

Philippe Chaudier, qui a dirigé une concession automobile en Anjou avant de perdre beaucoup d'argent dans l'ouverture d'une boulangerie à Bucarest, a décidé «à 50 ans de se consacrer aux autres». Le portrait qu'il fait de la Moldavie est celui d'un pays pauvre, terriblement pauvre. Mais si «la tuberculose est en pleine recrudescence dans les campagnes, ce n'est pas le Far West. En Moldavie, peu de gens mendient. En tout cas pas plus qu'en France. Les tziganes n'y connaissent pas l'opprobre qu'ils rencontrent en Roumanie. Les gens d'ici ont une véritable générosité de vie. Ils ont soif de bien faire». Et puis ce message entendu cent fois dans les pays limitrophes de l'UE: «Il est important que les aides européennes arrivent ici. Il y a beaucoup de projets, beaucoup de discussions, mais on n'en voit pas trop les efforts indirects».

Les Moldaves devront pourtant apprendre à patienter. L'Union européenne, qui n'hésite pas à investir parfois sans espoir de retour comme en Palestine, songe en revanche à fermer les portes de son club, pendant une période plus ou moins longue. En novembre dernier, la Commission avait estimé qu'aucune nouvelle adhésion ne devrait intervenir avant le «moyen ou long terme». Son rapport sur la «capacité d'absorption» de l'UE était empreint d'une évidente fatigue face à un processus d'élargissement mal contrôlé, sanctionné en 2005 par les référendums français et néerlandais qui ont plombé l'entreprise constitutionnelle. Bruxelles recommandait de serrer la vis. Tout nouveau «Big Bang» serait exclu et l'UE ferait en fonction de ses moyens, institutionnels et budgétaires. La relance de la Constitution, comprise comme un préalable à tout nouvel élargissement parce que cen-

sée mettre en place un cadre institutionnel ad hoc, permettrait de nouvelles adhésions, mais probablement pas avant 2010.

La nouvelle a fait grincer des dents. Au Soir¹, le président croate Stjepan Mesic, dont le pays ferraille dur pour tenter de décrocher l'adhésion à l'UE, a dit sa déception: «Nous sommes prêts à entrer dans l'UE pour 2008-2009 [...]. En 2000, à Zagreb, l'UE a pris la décision d'adopter une approche individuelle pour les nouveaux pays candidats: dès qu'un pays remplit tous les critères, ce pays doit adhérer. Et personne n'a mentionné à ce moment la réforme des institutions. Si la Croatie remplit toutes les conditions, elle doit être récompensée. [...] Nous sommes fatigués de la transition».

Supermarché ou approfondissement?

Dans ce contexte, l'opposition entre tenants d'une Europe «supermarché» et partisans de son «approfondissement» (sa consolidation) préalable est une donnée importante dont il faudra tenir compte dans la chronologie des élargissements futurs. Les Croates, mais aussi les Turcs l'ont bien compris. En décembre, le gel partiel des négociations d'adhésion avec Ankara a certes procédé d'une volonté de sanctionner l'attitude adoptée par la Turquie vis-à-vis de la République de Chypre, mais il a été aussi pondéré par la crainte de décourager la république kémaliste. Un marché tout de même estimé à quelque 85 millions de consommateurs à l'horizon 2015...

Les Britanniques et leurs partisans, acquis à l'idée d'un marché européen toujours plus grand, resteront en faveur d'une politique d'élargissement plus souple. Cette posture continuera à servir les intérêts des candidats actuels et futurs à l'adhésion européenne. Et peut-être, un jour, ceux de la Moldavie... ▲

«Les gens d'ici ont une véritable générosité de vie. Ils ont soif de bien faire».

Voronine: après des années d'anarchie, la constitution d'un État de droit.

¹ Le Soir, 6 décembre 2006, page 16.

Irak, Syrie

Saddam Hussein, El-Assad: deux destins inversés

JACQUES RIFFLET

Saddam Hussein est donc pendu. «D'une manière hon-teuse», estimera le président Mubarak d'Égypte. La pendaison est en effet réservée aux droits communs et fut exécutée le jour du sacrifice des animaux de l'Aïd el-Kébir. Une nouvelle erreur des Anglo-Américains, experts en tactiques déplorables. Cette mort infamante en fera un martyr éternel pour les sunnites. D'autant plus que cet homme est mort sous les insultes de hauts dignitaires chiites présents! Londres et Washington devaient savoir que ce procès tournerait à la haine religieuse, la pire. Un lynchage judiciaire organisé par les durs du chiisme et les Kurdes. À quand la pendaison de l'imam Sadr, pour ses outrances sanglantes, cette fois par les sunnites?

Duperie

Mais la mort de ce «tyran sanglant» restait le seul motif qui tenait encore la route dans tous les mensonges proférés à l'ONU pour justifier la «libération démocratique» sous tutelle d'une nation... capable de produire sept millions de barils par jour, et base stratégique idéale en plein centre du Moyen-Orient. Car d'armes de destruction massive et de collusion avec Al-Qaïda d'un Saddam Hussein baasiste laïque, rien n'existait. Une vaste duperie. Et quelle hypocrisie éhontée que de faire payer

aussi lourdement par ce dictateur des actions que l'Occident a littéralement téléguidées! Cet homme s'inscrivait en effet dans la lignée sunnite extrêmement minoritaire mise en place en 1920 par les Anglais avec le renfort de 100 000 supplétifs hindous qui «maîtrisèrent» durement les 60% de chiites hostiles à ce scénario londonien visant à récompenser la dynastie hachémite de son appui contre les Turcs. Fin de ce royaume en 1958, début des régimes «forts» dont Saddam est l'héritier. Ce dictateur, déjà un peu ensanglanté pour parvenir au pouvoir dans un parti Baas fort rude, devint notre ami. Ainsi Jacques Chirac lui installa la centrale atomique Osirak – heureusement détruite immédiatement par l'aviation israélienne! Que l'Occident n'aurait-il pas fait alors pour satisfaire un producteur grandiose de pétrole?

En 1980, il devint même notre héros en résistant aux visées chiites iraniennes. Khomeyni envisageait de s'emparer de toute l'Arabie, pétrole du Golfe et La Mecque y compris, menaçant ainsi tout notre approvisionnement en énergie et nos précieux alliés sunnites, les Séoudiens, les Émiratis, les Jordaniens, les Égyptiens... Huit années d'une guerre atroce, menée en majeure partie «pour notre compte». Elle ne fut gagnée que grâce à une aide massive de l'Occident apeuré et des régimes

sunnites épouvantés, au prix de 400 000 morts Irakiens et de la destruction totale des installations pétrolières du pays.

Mais Saddam Hussein eut ensuite le grand tort de «s'intéresser» au sort des sunnites palestiniens, ses frères. Et il était doté de la quatrième armée du monde!

Le Koweït offrit le prétexte parfait pour conjurer la menace. Il eut l'audace de réclamer le remboursement des milliards de dollars qu'il avait prêtés pour servir l'effort de guerre de Bagdad. Le Koweït refusa tout moratoire à un Irak ruiné par la démolition de ses installations pétrolières, comme il refusa également de lui céder une île déserte lui permettant d'écouler son pétrole hors de portée des Iraniens.

En réalité, le Koweït et l'Arabie séoudite se trouvaient très satisfaits de la suppression de la concurrence de sept millions de barils par jour.

Washington ouvrit le piège. Il laissa entendre à Bagdad que le différend ne le concernait pas. Saddam Hussein attaqua le Koweït pour s'emparer de son pétrole et sortir ainsi l'Irak de sa situation économique dramatique. Les États-Unis réagirent illico.

Saddam Hussein: une mort infamante qui en fait un martyr pour les sunnites.

Ce fut la défaite de 1991 face à 500 000 soldats américains aidés par les Kurdes et les chiites irakiens, trop heureux de se débarrasser de la gouvernance sunnite. Mais... à la demande des Turcs et des Séoudiens, soucieux qu'un solide gendarme règne à Bagdad pour contrôler lesdits Kurdes et chiites pour qu'ils ne fassent pas tache d'huile, le père Bush senior laissa en place le dictateur dont les griffes avaient été suffisamment rognées pour qu'Israël n'ait plus à craindre une menace quelconque. Or, Washington n'ignorait pas que cela signifierait une répression inévitable visant ces populations traîtres au régime en ayant pris les armes contre le sunnisme arabe au pouvoir depuis septante ans.

On peut légitimement écrire que l'œuvre sanglante qui mena Saddam Hussein au gibet, une œuvre «utile» pour nos alliés turcs et séoudiens, fut littéralement cautionnée par Washington.

Le comble de l'absurde: les pires ennemis des Américains, l'Iran et la Syrie, pavoisent ouvertement, car Washington et Londres ont «liquidé» leur principal obstacle à l'expression du chiisme, un chef sunnite déterminé, et laïque de surcroît, dont la pendaison ne doit pas déplaire à Al-Qaïda! Merci Washington.

Le chiisme conquérant

La Syrie est le miroir inversé de l'Irak. La dynastie autoritaire des El-Assad est chiite, s'appuyant sur 12% d'adeptes –les nozairis– dans un pays qui compte 67% de sunnites et 10% de chrétiens! Elle est forcément l'alliée du gigantesque protecteur iranien qui lui fournit finances et armes

dont elle s'empresse de livrer une partie au Hezbollah libanais.

La France, occupant la Syrie en vertu de l'accord Sykes-Picot, signé avec Londres en 1916, créa le Liban indépendant –au grand dam des Syriens– afin de favoriser le christianisme local. Depuis lors, Damas rêvait et rêve toujours de récupérer ce bijou côtier, vaste grenier vert.

Rêve réalisé par El-Assad père en 1978, à la demande de l'Occident! Un exploit étonnant digne de l'extraordinaire intelligence politique du président syrien. Un caractère exactement inverse –une fois encore– de celui de Saddam Hussein qui perdit tout son crédit acquis auprès des Occidentaux par sa mégalomanie matamoresque et son art de foncer sur tous les chiffons rouges de la défaite annoncée du taureau qu'il était. El-Assad profite au contraire de toutes les failles de la diplomatie occidentale et locale. Il use de circonstances exceptionnelles que lui offre l'histoire de la région. En 1967, la guerre naît de la coupure des sources du Jourdain par Damas, sur «ordre» de Khrouchev. Nasser fut «convié» par Moscou à se joindre à l'opération, et Le Caire bloqua le canal de Suez et le golfe d'Akaba, privant Israël de tout débouché sur la Mer Rouge.

Les armées syriennes et égyptiennes battues, restait une armée arabe intacte, celle de la Jordanie. Le roi Hussein étant un féodal pro-occidental, adversaire des Syriens chiites procommunistes, Israël lui proposa de ne pas agir dans une guerre pour l'eau qui ne le concernait pas. Or la Cisjordanie dépendait alors –depuis 1949– du trône hachémite d'Amman, une Cisjordanie qui n'intéressait nullement les Israéliens à l'époque. On se reprend à rêver! Si le roi de Jordanie n'avait pas attaqué, la Cisjordanie ferait aujourd'hui partie intégrante du royaume hachémite et combien de problèmes auraient été évités. Mais le roi décida de lancer sa fameuse légion arabe à l'assaut de Jérusalem. Contre-attaque de Tsahal, reflux palestinien en Jordanie et réaction sécuritaire du roi Hussein qui chasse Arafat soutenu par Moscou vers le Liban. Les Palestiniens agressent là les chrétiens dominant le pays et la situation devient très grave pour cette confession, alliée

traditionnelle de l'Occident. Le président El-Assad propose alors très habilement à l'Occident, dépassé par les événements, d'aller sauver «ses» chrétiens! Accord conclu, et 60 000 casques verts syriens pénètrent au Liban. Le chiisme écrase –ce fut très brutal– les Palestiniens sunnites et prend en main le destin du pays. Arafat, pourchassé, ne doit la vie sauve qu'à l'intervention de l'ONU qui lui permet d'échapper au filet syrien et de gagner Tunis. La milice chiite Amal règne en maître (son chef est président du parlement actuel!), en supplétive de 30 000 Syriens. Et le Hezbollah financé par l'Iran s'installe dans le Sud, officiellement pour «résister» à Israël. Tout reste ainsi cadenassé jusqu'en 2006, quand l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafik Hariri devenu l'emblème de l'anti-Syrie oblige Damas et le Hezbollah, soupçonnés, de quitter le Liban. Damas s'exécute, mais non le Hezbollah qui prétend être un parti libanais groupant les «résistants» à Israël.

Le Liban croit, avec le départ de l'occupant syrien, retrouver enfin son équilibre interconfessionnel. Mais... le Hezbollah et la milice Amal, soutenus par l'Iran, se joignent à la part chrétienne, menée par le général Aoun, favorable à Damas, pour exiger un gouvernement d'union nationale où leurs six ministres posséderaient une minorité de blocage. Afin d'empêcher toute enquête sur le meurtre d'Hariri et de préserver la Syrie.

Le monde fourmille de chefs, de clans détenteurs de la puissance absolutiste. Les chances de El-Assad? Ne pas diriger un pays riche en pétrole, bénéficier de l'alliance de l'Iran, le redoutable grand frère chiite, et profiter de l'éreintement de l'armée américaine.

Sinon gageons que Washington et Londres auraient veillé à libérer Bagdad... et Damas de leurs dictatures jumelles «condamnées à mort» au nom de l'éthique démocratique. Le dernier refrain moralisateur des chasseurs de pétrole et de gaz, à tout prix, car l'énergie nourrit leurs armées, leurs usines, les dividendes de leurs actionnaires, leur précieuse qualité de vie.

Qu'importe le sang des autres devant de telles nécessités? ▲

Les œuvres d'art volées par les nazis

Volé, mais à qui?

OLIVIER SWINGEDAU

Belle initiative... mais un peu tardive? Les autorités néerlandaises ont donné leur feu vert pour que l'on restitue -60 après, tout de même- des œuvres d'art à leur ancien propriétaire juif, ou à ses descendants. Mais n'est-il pas trop tard, et comment identifier formellement le propriétaire de l'œuvre d'art? Telle est la question posée par l'exposition, organisée par l'État batave et le musée historique juif d'Amsterdam qui présente les œuvres d'art dont les juifs néerlandais ont été spoliés pendant la Seconde Guerre mondiale.

On s'en souvient: en février 2006, le gouvernement hollandais avait finalement, et après s'être longuement battu au niveau juridique, accepté d'offrir une mesure de réparation à la famille du négociant en art juif Jacques Goudstikker, décédé en mai 1940 alors qu'il fuyait l'invasion nazie. Il semble qu'après avoir longtemps renâclé, les Pays-Bas persistent dans cette politique d'ouverture: «Ce serait formidable qu'avant la fin de l'exposition, nous puissions apposer une carte supplémentaire à côté de certains objets mentionnant "désormais réclamé par son propriétaire"»; explique Rudi Ekkart, de l'Office «Origine Inconnue» fondée par l'État néerlandais.

Pendant l'occupation allemande, des dizaines de milliers d'œuvres d'art appartenant à des juifs néerlandais furent confisquées ou vendues de force, c'est-à-dire pour des montants dérisoires ou nuls (en échange d'une non-dénonciation, etc.).

Quelque 4 700 pièces furent rendues, bien plus tard, à un État néerlandais dont l'attitude pendant la guerre fut très loin de l'image d'Épinal renvoyée jusque dans les années nonante. Une attitude au contraire qualifiée

de «froide, sans pitié et souvent bureaucratique» par une commission d'enquête néerlandaise *ad hoc*, en 1998...

Après la publication de ces conclusions, les Pays-Bas avaient créé ce Bureau des objets trouvés d'«origine inconnue» précisément pour entreprendre ce minutieux travail «de détective» reposant, selon Ekkart, «sur des recherches à échelle mondiale afin de retrouver les propriétaires légitimes, ou au moins leurs héritiers».

Quarante réclamations ont été enregistrées et on en reçoit environ une nouvelle chaque mois. Une «commission des restitutions» s'est penchée sur 31 d'entre elles, concernant près de 500 œuvres. Une seule réclamation a été refusée.

50 œuvres mineures

L'exposition, qui se tient au Hollandsche Schouwburg (le Théâtre Hollandais) -un lieu émotionnellement chargé, car c'est là que les nazis rassemblèrent les juifs d'Amsterdam avant de les faire déporter- présente 50 œuvres dont les propriétaires sont toujours inconnus.

Pas de Rembrandt ni de Vermeer bien sûr (ceux-là sont blanchis depuis longtemps via des pays «sensibles» aux «dons spontanés»...) mais «de beaux paysages typiquement hollandais, des marines et des portraits, ainsi que de jolies scènes pastorales» comme le serine l'Office du Tourisme batave.

À côté de chaque toile, un cartel qui raconte une origine. Ou du moins, ce que l'on en sait. Certaines avaient été données par des juifs que de «gentils citoyens» avaient accepté de cacher,

d'autres provenant de marchands d'art connus pour avoir incité les juifs à vendre au rabais... Et qui ont encore pignon sur rue aujourd'hui, sur les canaux amstellodamois. Comme dans d'autres pays, au fond. Dont le nôtre.

D'autres œuvrettes proviennent directement de la collection des criminels de guerre, comme ce buste féminin en bronze du sculpteur suisse Dora Neher, trouvé à La Haye dans les quartiers généraux du ReichKommissar Arthur Seyss-Inquart, haut représentant des nazis aux Pays-Bas, et pendu en 1946.

Un beau paysage du Français Pierre Patel attire l'attention du chercheur Perry Schier. L'office pressent qu'il appartiendrait au collectionneur Martin Heidemann, qui avait quitté sa Pologne natale pour les Pays-Bas pendant la guerre. C'est à la restauration que ces doutes se confirment. «Lorsque nous avons demandé à examiner le cadre, nous avons découvert le sceau d'un encadreur polonais d'une ville proche de celle d'où venait Heidemann. C'est ce qui nous a finalement permis de le relier à la peinture», a précisé l'expert. Qui a ensuite découvert que Heidemann était mort à Bergen-Belsen en 1945, son fils ayant survécu et gagné l'Argentine. Ni lui, ni ses héritiers n'ont encore pu être retrouvés.

L'Office estime que sur les 4 200 pièces en déshérence encore en possession de l'État néerlandais, 200 à 500 peuvent faire l'objet de réclamations. Sur quelle base? On ne le dit pas. Ce qui est sûr, c'est que l'on aimerait que d'autres pays, plus «nébuleux» que les Pays-Bas, s'engagent dans ce genre d'initiative volontariste même si l'effet médiatique est ici patent et les résultats sans doute aléatoires. ▲

La fin de la Belgique vue de Flandre

Retour sur l'émission de la RTBF

OLIVIER STARQUIT

Pour rappel, le 13 décembre 2006, la RTBF interrompait ses programmes pour annoncer que le Parlement flamand avait voté la sécession de la Flandre du Royaume de Belgique. Divers reportages sur le terrain ont ensuite dépeint les situations suivantes: paralysie du Ring de Bruxelles, trains bloqués à la frontière linguistique, avions détournés sur Bierset, scènes de joie à Anvers... Cette docufiction (ou canular) a provoqué beaucoup d'émoi parmi les téléspectateurs. L'on pourrait arguer que cette initiative a montré la cruelle nécessité d'une éducation aux médias ainsi qu'une profonde méconnaissance des institutions. L'on pourrait se poser la question de savoir si la RTBF a réussi à imposer un débat sur cette question politique problématique et si recourir à la fiction ne constitue pas en soi un constat d'échec, comme si informer ne suffisait plus. Tel n'est pas mon propos.

Les francophones ont été choqués. Et les Flamands ont été choqués que les francophones aient été choqués. Quelles ont été les réactions et pourquoi cet effroi mutuel?

À l'exception du Vlaams Belang et de la N-VA (qui y ont vu un coup de projecteur sur leur agenda politique), tous les partis politiques flamands ont eu des termes assez durs à l'égard de l'initiative. Herman Van Rompuy y a vu une tentative de déstabilisation de l'État tandis que Yves Leterme rendait le PS respon-

sable de cet estompement de la norme et de tous ces «simplismes où tous les hommes politiques flamands sont présentés comme des séparatistes»¹.

Si, dans un premier temps, les journalistes ont plus réagi sur la forme, très vite, le *Standaard*, sous la plume de son editorialiste Bart Sturtewagen et de son rédacteur en chef Peter Vandermeersch, a engagé une bataille en accusant les médias francophones de manquer de nuance et de développer une propagande anti-flamande² et en dénonçant le scénario caricatural de l'émission. Ainsi, le

Standaard du 15 décembre mettait à la Une «La fin de la Belgique?» avec d'un côté tous les éléments vécus comme une caricature (une douzaine de points) et de l'autre la réalité. Dans cette même édition, Anja Otte évoquait la scène du repas auquel participent Filip Dewinter et Rose-Marie Morel du VB, Bart De Wever de la N-VA, Jean-Marie Dedecker et Boudewijn Bouckaert du COV, en insistant lourdement sur le fait qu'un tel comité ne se réunissait pas³.

Fait exceptionnel, cette bataille a entraîné un dialogue entre *Le Soir* et *De Standaard* dont la conclusion, ➤

¹ Tine Peeters et Filip Rogiers, «Leterme beschuldigt PS van anti-Vlaamse psychose», *De Morgen*, 15/12/2006.

² Ceci dit, *De Standaard* pourrait également balayer devant sa porte: un des titres de l'édition du 3 janvier 2007 mentionnait que le 2 janvier, les conseils communaux avaient été installés dans tout le pays (c'est moi qui souligne!): un peu de nuance, non?

³ Anja Otte, «Een lunch onder Vlaams-nationalisten», *De Standaard*, 15/12/2006.

tirée par Peter Vandermeersch, fut d’une part d’avaliser la proposition du *Soir* visant à rassembler les rédactions pour mener une grande enquête sur la Belgique et ses Régions et de dire que «la crédulité des francophones démontre que les

médias francophones et flamands ne sont pas parvenus ces dernières années à expliquer aux lecteurs et aux téléspectateurs les nuances liées à la réflexion sur les éventuelles étapes ultérieures d’une réforme de l’État»⁴.

Diverses cartes blanches ont ensuite analysé plus en profondeur le contenu de l’émission: pour Dave Sinardet, politologue à l’université d’Anvers qui termine son doctorat sur les images des francophones et des Flamands répercutées par les médias, «plutôt qu’un fantasme flamand, l’émission illustre un fantasme francophone sur la Flandre qui sert l’agenda politique du VB (la politique est notamment l’art de présenter votre propre définition (idéologique) de la réalité comme l’ordre naturel des choses et donc comme la réalité)»⁵. Il a par conséquent proposé l’organisation de débats fédéraux, orientés sur l’avenir du pays et à diffuser en même temps sur les deux chaînes publiques en arguant que «nous n’avons pas de sphère publique dans laquelle nous puissions délibérer ensemble. Son absence favorise l’incompréhension mutuelle qui ne cesse de grandir entre les communautés»⁶.

A *contrario*, cette proposition pointe du doigt quelques facteurs centrifuges inhérents à notre paysage politique et institutionnel: le passage de la culture et des médias sous la coupe des communautés a induit la création de plusieurs opinions publiques différentes. Ainsi Bart De Wever, président de la N-VA, affirme dans le *Morgen*: «ceci n’est plus une patrie: ce pays n’a plus la moindre structure de socialisation unitaire, pas d’enseignement belge, pas de vie culturelle belge, pas de médias belges, pas d’opinion publique belges»⁷.

Dirk Jacobs, chargé de cours en sociologie à l’ULB et à la KUB, corrobore (mais assurément avec d’autres intentions): «il est pénible, mais très révélateur, d’observer la facilité avec laquelle une partie de l’opinion publique francophone a gobé l’histoire de la RTBF»⁸. Il y voit également la preuve que le débat politique et l’opinion publique ont une vie propre des deux côtés de la frontière linguistique. Les deux grandes communautés du pays sont devenues de parfaites inconnues l’une pour l’autre. Les francophones ne sont guère informés sur les rapports de force et

le débat politique en Flandre - comme d’ailleurs les Flamands ne connaissent pas le monde politique francophone: «Nos champs médiatiques et nos opinions publiques sont devenus des mondes séparés»⁹.

Pour Filip Rogiers, ceci s’explique logiquement: «il n’est pas question d’une mauvaise volonté manifeste, ni d’un dégoût mutuel: des gouvernements et des parlements propres, un processus décisionnel réellement autonome et par conséquent un ordre du jour politique également spécifique ont donné du poids à ce qui se passe dans chaque communauté. Ce poids a une valeur en terme d’actualité qui se traduit en temps et en intérêt des médias»¹⁰.

Un retour à la Belgique d’antan est impossible et non souhaitable. Mais outre la proposition de débats fédéraux, tant Dirk Jacobs que Dave Sinardet insistent sur l’intérêt de constituer une circonscription nationale électorale unique pour l’élection d’une partie du parlement fédéral¹¹. Cette idée obligerait les hommes politiques flamands à se justifier devant des électeurs francophones et vice-versa.

Il convient toutefois de rappeler que lorsqu’une proposition analogue avait été faite à l’occasion des premières élections européennes directes, Charles-Ferdinand Nothomb l’avait rejetée par crainte que des Flamands obtiennent des voix en Wallonie mais pas l’inverse.

Ces trois pistes médiatiques et politiques parmi d’autres se concrétiseront-elles d’une manière ou d’une autre? Permettraient-elles d’améliorer la manière dont les Flamands et les francophones se perçoivent des deux côtés de la frontière et sur la façon dont les médias rendent compte des problèmes communautaires? ▲

Jésus lave-t-il plus blanc?

Avec un titre comme *Jésus lave plus blanc*, on pourrait penser avoir affaire à un livre drôle, satirique. En fait, l’auteur, Bruno Ballardini¹, universitaire et publicitaire italien, a produit un ouvrage sérieux (d’un sérieux de pape?), en essayant de montrer que depuis les origines, l’Église catholique a utilisé les règles du marketing contemporain le plus sophistiqué et même qu’elle l’a fait d’une manière plus convaincante que les multinationales contemporaines.

Tout est dans la stratégie pour imposer une marque en écartant les autres. L’idée semble de prime abord blasphématoire mais, mis à part le principe de départ même, je n’ai souri que deux fois. D’abord lorsque B. Ballardini relève l’illogisme de l’Église quand elle se fait la pourfendeuse de tous les modes «artificiels» de procréation alors que la conception de Jésus ne relève pas vraiment d’un mode «naturel» et la seconde à l’évocation de la recherche d’un saint patron des internautes et du débat entre saint Isidore (le gagnant), saint Pedro Regalado (patron des internautes espagnols) et sainte Thècle.

Certaines observations de l’ouvrage sont très cruelles comme: «L’Église a compris dès le début que pour vendre, il faut abaisser le plus possible le niveau de la communication». Mais j’avoue rester de marbre devant une affirmation comme: «La centralité de l’autel principal où se trouvent le pain et le vin correspond, dans les supermarchés modernes, à la centralité du secteur alimentaire». Pire encore, quand B. Ballardini voit l’application des règles du *benchmarking*² dans l’élimination par l’Église des païens ou dans les pratiques de l’Inquisition, la croisade contre les Albigeois. Je vois plutôt là l’impérialisme d’un domaine aujourd’hui à la mode (malgré les fréquentes et virulentes

critiques de Ballardini à l’encontre du marketing et de ses prophètes)³.

La fin de l’ouvrage contient une idée inattendue qui concerne la laïcité. Il relève d’abord que l’Église actuellement joue remarquablement un enjeu de marque considérable en récupérant à son profit le mot «laïcité», en le dénaturant et en renvoyant les anticléricaux à l’étiquette péjorative de «laïcisme». Ensuite, il critique violemment la manière dont les laï-

ques s’y prennent. Il met en cause le choix du relativisme (ne peut-il donc dire multiculturalisme?) fait par beaucoup de laïques.

Celui, plus traditionnel, de la rationalité scientifique et de l’universalisme permettrait, si je l’interprète bien, une attitude plus claire pour valoriser et imposer la marque «laïcité» car «le relativisme éthique... empêche de prendre position».

Par un biais inattendu –les publicitaires nous ont plutôt habitués au langage consensuel attrape-tout– nous revoilà au cœur d’un dilemme pour les laïques. ▲

Patrice Dartevelle

¹ Bruno Ballardini *Jésus lave plus blanc. Ou comment l’Église catholique a inventé le marketing*. Préface de Jérôme Prieur. Traduit de l’italien par Jean-Luc Defromont. Éditions Liana Levi (Paris), 203 pp., 16 euros.

² Le *benchmarking* est l’analyse des produits et services offerts par les concurrents, dans le but évidemment de les surpasser.

³ L’important compte rendu de Roger-Pol Droit dans *Le Monde* du 29 septembre 2006 est plus favorable au livre mais fort centré sur l’absence de condamnation du livre en Italie et la différence qu’il y a sur ce plan entre un blasphème contre les catholiques et un blasphème contre les juifs, les musulmans ou les bouddhistes.

Dénoëlisat

Plus rien n’est comme avant, même la Noël. La fête ne doit pratiquement plus rien à la religion. Son décor relève d’un hiver que le réchauffement climatique fait de plus en plus de pacotille. La fête elle-même est essentiellement ripaille et célébration familiale.

Surtout dans le monde anglo-saxon, le débat à son sujet est âpre. Depuis 2004, le très chrétien Tony Blair a deux cartes de vœux, l’une pour les chrétiens et la seconde, sans référence à la naissance de Jésus-Christ, pour tous les autres¹.

Dans les trois quarts des bureaux londoniens, les décorations de Noël auraient été déconseillées ou interdites, question de ne pas choquer les tenants des confessions non chrétiennes.

La presse populaire anglaise proteste contre cet effacement volontaire des traditions comme bien d’autres associations chrétiennes.

Même en Bavière, depuis 2000, les «marchés de Noël» sont souvent rebaptisés (sic) «marchés du millénaire».

Les laïques sont évidemment favorables à ce que, comme à Birmingham, on ne parle plus que de «fêtes d’hiver», du moins si l’on veut conserver une fête pour la totalité de la population.

Avec une nostalgie toute jésuitique, certains invoquent contre ces substitutions le droit de tout citoyen de professer ses convictions, y compris religieuses².

La question n’est pas là. Certes les catholiques éclairés veillent à ne jamais me souhaiter un Joyeux Noël mais globalement les laïques savent bien la pression sociale du 25 décembre, si festive soit-elle. Mais il leur semble que tout à coup, on a bien des égards vis-à-vis des musulmans. Pourtant ceux-ci ne se privent pas de célébrer avec retentissement leurs propres fêtes, même si le respect de législations parfaitement fondées crée des problèmes aux pouvoirs publics.

Ne nous réclament-ils pas, au nom de nos valeurs, une discrétion qu’ils se refusent au nom des leurs?

Continuons donc de fêter le retour de la lumière, le sapin et, si nous en avons les moyens, avec champagne et foie gras!

P. D.

1 Jean-Pierre Langellier dans *Le Monde* du 14 décembre 2006.

2 Henri Tincq, «Faudra-t-il débaptiser Noël?», *Le Monde* du 23 décembre 2006 qui fait preuve d’une parfaite hypocrisie catholique.

Pourquoi la RTBF a menti

FRÉDÉRIC SOUMOIS

Treize décembre 2006. Après avoir sacrifié, comme chaque mercredi, au lancement¹ de son émission d'infos du soir «Questions à la Une» sous forme d'un reportage thématique inclus au sein même de son vrai Journal télévisé, la RTBF s'appête à lancer une fiction sur l'avenir de l'État Belgique. On connaît la suite, l'émoi, l'éclat de rire, les imprécations, les chiffres d'audience et le «circulez, y a rien à voir» final du Conseil supérieur de l'Audiovisuel, tendant un gros doigt aux responsables de l'émission comme s'ils étaient des gamins inconscients, auteurs d'une bourde de collégiens.

Pourquoi la RTBF a-t-elle commis ce crime contre l'information? Car c'en est un, net, clair, sans bavures et totalement prémédité, puisque ses responsables ont avoué en préparer le contenu depuis plus de deux ans. Parce qu'il existe un contrat, certes tacite, mais d'autant plus prégnant entre des journalistes -qu'ils soient publics ou privés n'y change rien- et leurs auditeurs ou leurs lecteurs. Ce contrat, extrêmement simple, est à la base même du métier de journaliste: on doit informer son auditeur et son lecteur avec la plus extrême bonne foi possible, avec toutes ses ressources de rigueur. En tissant, si on en est capable, une forte relation de confiance avec lui. En d'autres termes, le journaliste n'a pas d'obligation absolue de résultat: son auditeur sait ou devine qu'un journaliste, comme un autre être humain, n'est pas parfait et que surtout il ne dispose pas des moyens absolus qui lui permettent de dévoiler tout des secrets honteux, des malversations les plus puissantes, des petits arrangements entre grands, des grandes manipulations qui frappent la terre entière. L'auditeur et le lecteur le

savent, mais ne demandent qu'une chose, que le journaliste soit ses yeux, ses oreilles et son intelligence pour tenter de percer ces murs. Qu'il soit cet envoyé spécial permanent sur le complexe, sur le non-dit, sur l'interpellant, même s'il se passe au coin de sa rue. Mais s'il n'a pas une obligation absolue de résultat, il a en a une, bien plus radicale, de moyens. Celle de tout mettre en œuvre pour parvenir à ses fins, sans se laisser influencer par les préjugés, les arguments d'autorité, le confort de son bureau ou la facilité... Ni par la corruption, même quand elle quitte l'image crue d'une liasse de billets pour prendre la forme d'une sinécure, d'une promotion ou même d'une augmentation du taux de l'audience.

Parce que ces murs qu'il faut percer à tout prix, à défaut de perdre son âme, sont en train d'être rehaussés plutôt que mis à bas: jamais les tentatives de manipuler l'information n'ont été aussi grandes. Que ce soit par les plus grossières formes du pouvoir, celle de celui qui possède ou dirige et qui croit donc pouvoir dicter, comme cela se passe dans de nombreux pays du monde, mais aussi les plus «raffinées». Plus aucune entreprise, plus aucun pouvoir ne néglige d'avoir aujourd'hui une stratégie de communication qui, à force de sondages, études et autres synthèses de questions complexes, parfois bien pratiques pour le journaliste débutant ou peu versé dans la matière qu'il doit traiter ce jour-là, tente de baliser, donc de contrôler les journalistes. Qu'on nous comprenne bien: ces stratégies ne sont pas nécessairement illégales ou immorales, elles sont une donnée de la modernité et de la globalité. Mais le journaliste doit, plus que jamais, avoir à l'esprit

comme première question: «Pourquoi cette info me parvient-elle?». C'est aussi pour cela qu'il est le gardien jaloux de la différence entre information et publicité. C'est aussi pour cela qu'il impose aux journaux, du moins quand il en a le pouvoir, de poser des balises claires entre pub et article, entre promotion et information; pour cela seulement que les pubs télévisées sont séparées d'un autre programme par une césure explicite, ce qui n'empêche pas chaque année l'un ou l'autre émission de se voir poursuivie pour publicité déguisée insérée au sein du rédactionnel, soit la version moderne du cheval de Troie.

C'est au nom de ce principe fondateur que les règles déontologiques internes de la RTBF prévoient une claire séparation entre information et fiction. Cette séparation a clairement été foulée aux pieds plus d'une demi-heure le mercredi 13 décembre. Le nier ensuite grossièrement ne fut pas le moindre des paradoxes, notamment via un surréaliste journal télévisé du 14 décembre, par ceux-là mêmes, François de Brigode, Alain Gerlache et Yves Thiran, croyant pouvoir reprendre leur place de référence audiovisuelle de l'information comme si de rien n'était. Jusqu'au 13 décembre, vingt heures, ce JT bénéficiait d'une haute image en termes de qualité et d'éthique, image certes mal récompensée par l'audience. Pour l'audience d'un soir, ses responsables l'ont galvaudée, sans doute bien au-delà qu'ils ne se l'imaginent. Surtout, ils ont oblitéré un débat crucial, à laquelle une fiction annoncée aurait pu apporter de la force², pour le seul bénéfice d'un «coup» émotionnel digne de la presse de caniveau. ▲

De la fiction à l'affliction

L'équipe de la RTBF a commis une grave erreur: n'avoir pas attendu le 1^{er} avril 2007 pour passer sur antenne. Là, elle aurait renoué avec la tradition journalistique du «poisson d'avril». En effet, jadis, les quotidiens faisaient assaut d'imagination pour sortir un canular aux apparences du vraisemblable. Je ne crois pas que la crédibilité de *La Libre Belgique* ou celle du *Soir* ait souffert des mémorables «poissons d'avril» que ces journaux ont passés dans leurs colonnes.

Il a fallu renoncer à cette joyeuseté annuelle parce que les lecteurs jobards en sortaient traumatisés. Ce qui est le plus grave, dans l'affaire de la RTBF, elle a fait apparaître l'immense crédulité et le manque d'esprit critique de trop nombreux citoyens.

Faute contre la déontologie? Le débat est ouvert pour un échange d'idées, pas de vitupérations... Un journaliste peut être amené à transgresser les règles de déontologie au nom d'une valeur plus élevée. Comme un médecin pouvait transgresser la déontologie médicale en aidant à mourir.

Fiction condamnable dans ce «coup médiatique»? Admettons même! Mais que dire de l'affligeante, indigente et insignifiante «information» télévisuelle qu'on nous sert parfois sous prétexte de proximité. Un autre débat de fond à ouvrir! De la fiction à l'affliction...

Marcel Bauwens
Président honoraire de l'AGJPB
Fondateur du Conseil de déontologie

Pour en savoir plus:
L'opération BBB (*Bye-Bye Belgium*), le récit vivant d'une aventure télévisuelle inédite, par Philippe Dutilleul, journaliste à la RTBF et réalisateur de l'émission «Tout ça ne nous rendra pas le Congo» (Quartier Libre, Labor, 15 D).

Un nouveau documentaire sur l'évolution du statut de la femme

Femmes d'Occident: un si long chemin

La dernière production du CLAV, *Femmes d'Occident: un si long chemin**, un film documentaire de 52 minutes, retrace l'histoire de l'évolution du statut des femmes à travers les siècles, de la Préhistoire jusqu'à nos jours.

La place actuelle de la femme dans le monde, en particulier en Occident, n'est pas un hasard. L'évolution de son statut est une véritable saga faite de drames, de sacrifices, de combats. Mais parfois les larmes cèdent la place à la joie, aux bonheurs, aux victoires. C'est Laurence Pernoud qui résume le mieux cette aventure féminine en écrivant: «*L'ensemble de l'évolution de la femme fait penser à ces roues de la fortune où on voit un personnage qui monte, qui triomphe quelque temps, puis amorce la descente pour retomber au plus bas*»

Ce voyage à travers l'Histoire est édifiant: la religion -toutes les religions- a joué un rôle négatif pour le statut de la femme... Sans oublier Napoléon et son Code civil qui a été un véritable séisme pour les droits de la femme. Mais les suffragettes et ensuite la révolution féministe ont réussi à donner aux femmes une véritable reconnaissance.

La femme pourra enfin décider elle-même de son avenir. Ces années de luttes féministes ont sans aucun doute permis à la femme occidentale d'accéder à une liberté, une autonomie jamais vue encore.

Mais aujourd'hui, rien n'est gagné. Les femmes portent un lourd héritage qui ne demande qu'à revenir d'actualité. Les courants religieux intégristes ont le vent en poupe. Cela ne va pas de pair avec la libération de la femme.

Pour tenter de conserver les acquis, il leur faudra continuer à se battre; même si, sans conteste, certaines mentalités ont changé, rien n'est jamais acquis.

Ce film sera diffusé le 8 mars prochain sur la RTBF à l'occasion de la Journée internationale des femmes.

* Coproduit par le CAL, l'Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes, la Direction de l'Égalité des Chances de la Communauté Française Wallonie-Bruxelles et la Direction de l'Égalité des Chances de la Région de Bruxelles-Capitale.

Pour toutes informations complémentaires sur ce film documentaire, contactez le CLAV: 02.627.68.40 ou clav@ulb.ac.be

Pour fêter dignement la Saint-Valentin, le CLAV et le CAL vous invitent le 14 février 2007 à 20h au CAL, Campus de la Plaine, accès 2 - ULB, 1050 Bruxelles, à l'avant-première du film: *Femmes d'Occident: un si long chemin*.

La projection sera suivie d'un débat mené par Paul Danblon et la soirée se clôturera par un drink.

¹ Lancement également bidon, évidemment, car il aurait dévoilé la supercherie.

² Pour ceux que la fiction bien écrite n'effraye pas, je recommande le roman *Bruxelles assiégée*, par Jacques Neyrinckx, qui imagine le futur de la Belgique et dont certains passages semblent avoir servi d'inspiration à la RTBF.

Contre l'aplatissement culturel

HENRI DELEERSNIJDER

Que n'a-t-on déjà dit des ados d'aujourd'hui, plus branchés sur les écrans d'Internet et les «nouvelles technologies de l'information et de la communication» que sur les textes de la littérature classique, perçus au mieux par eux comme écrits dans une langue étrangère et au pire comme des reliquats d'un passé devenu totalement obsolète? Et des enseignants, si prompts à suivre les dernières prescriptions des psychopédagogues et à se plier aux exigences d'une école à l'écoute des desiderata d'une société marchande qui n'a que faire de l'apparente gratuité de la fréquentation des grands auteurs? Ces refrains ne sont que trop connus.

Cécile Ladjali s'inscrit en faux contre ce constat un tantinet chagrin. Voilà en effet un professeur de français au lycée Louise Michel à Bobigny et à Paris-III qui se refuse à donner des cours de lettres au rabais. Chaque année, dès la rentrée de septembre, elle met ses classes en contact avec les œuvres maîtresses du patrimoine littéraire mondial, estimant que c'est leur faire honneur que de leur soumettre les traces fondatrices de la pensée et de l'esthétique. Démarche pédagogique, à la dimension humaniste évidente, qu'elle raconte et commente dans un livre d'entretiens avec George Steiner, *Éloge de la transmission. Le maître et l'élève*¹.

«Mes classes sont composées d'enfants d'immigrés africains, nord-africains, asiatiques. Certains ont vécu leur petite enfance en Europe de l'Est. Mais je cultive l'espoir d'arriver à un œcuménisme de l'enthousiasme dans le travail en commun», a-t-elle confié

à l'éminent érudit de Cambridge qui a tenu à la soutenir dans son projet. Les résultats ont été à la hauteur des efforts fournis. En l'an 2000 par exemple, alors qu'elle enseignait à Drancy, ses élèves composent un recueil de poèmes intitulé *Murmures*². Le sujet en est l'enfer et, au départ de la lecture de Dante et de Celan, les plus talentueux d'entre eux ont réussi à y évoquer de façon poignante l'univers concentrationnaire, contredisant à cette occasion le postulat d'Adorno («plus de poésie après Auschwitz»). Et il n'est pas inintéressant de remarquer que cette expérience a mobilisé un «éventail ethnique somptueux».

L'année suivante, l'aventure est renouvelée et aboutit à une pièce de théâtre appelée *Tohu-bohu*³. Écrite par une majorité d'élèves d'origine maghrébine, cette *Tragédie pragoise en deux tableaux* sera jouée durant un mois à l'Espace Rachi, centre culturel juif de Paris. Cette fois, ce sont des comédiens professionnels, dirigés par le metteur en scène William Mesguish, qui se sont emparés du texte des lycéens, lui-même nourri du thème d'Édipe et fécondé par la lecture des grands classiques. Preuve que la création collective et l'art –dramatique en l'occurrence– ont des vertus souvent insoupçonnées, notamment celle de faire se rencontrer des communautés qu'on jugerait a priori opposées à toute entente.

Certains n'ont pas manqué d'accuser Cécile Ladjali d'«élitisme», *horresco referens*..., ou de lui reprocher de ne pas solliciter la culture des enfants défavorisés qui lui sont confiés. Ce à quoi elle répond, consciente de ce

que la fameuse «culture banlieue» est le plus souvent synonyme de vide: «*Et quand bien même la culture que nous proposons à nos classes serait-elle «bourgeoise», nombre de collègues estiment qu'elle est la plus digne des enfants. On n'est conscient de ce que l'on est que lorsqu'on est confronté à l'altérité. Le professeur doit dépayser son élève, le conduire là où il ne serait jamais allé sans lui et lui offrir un peu de son âme, peut-être parce que toute formation est une déformation.*» Comme quoi, enseigner, c'est résister. Et travailler contre l'aplatissement culturel d'un environnement social dont la seule ambition serait désormais de formater les jeunes générations à des fins consuméristes.

L'école n'a pas à renoncer à son idéal d'émancipation. Pour un nombre croissant de ceux qui la fréquentent, elle reste souvent le dernier endroit qui leur offre l'occasion d'ouvrir des livres et de s'abreuver peu à peu à la beauté de la chose écrite. Car la littérature peut beaucoup. Elle a, don insigne, la faculté de nous faire découvrir la pluralité d'être au monde et de donner du sens à nos vies. Avec Cécile Ladjali, romancière à ses heures⁴, elle a trouvé une servante de choix, jeune enseignante pour qui «*le rôle du maître est peut-être celui d'un passeur*». Comment ne pas souscrire à une telle conception du métier de professeur? ▲

Relire Camus, le juste

STÉPHANE RENARD

Un demi-siècle après sa mort, Albert Camus est plus que jamais notre contemporain. Jean Daniel nous dit pourquoi.

Relire Camus pour mieux résister à l'air du temps. Refuser les modes pour restaurer l'essentiel. Dénoncer la grande illusion messianique pour revenir à une réalité sans fard.... L'auteur de *La Chute* est toujours indispensable. Cinquante ans après sa mort, la nouvelle édition de ses œuvres dans la prestigieuse collection de «La Pléiade» est sans doute un événement littéraire. Mais ce sont ces multiples tirages en poche qu'il faut se réapproprier, pour y souligner des phrases, s'arrêter sur des questionnements, corner les pages à lire et à relire...

C'est à cette (re)découverte salutaire que nous invite Jean Daniel, dans un petit essai qui se savoure d'une traite*. Avouons une pointe d'irritation quand le fondateur-éditorialiste du *Nouvel Observateur* égrène quelques souvenirs un peu bavards. Acceptons aussi le caractère parfois un peu décousu de ces retrouvailles. Mais saluons-les pour ce qu'elles sont: une précieuse bouffée d'oxygène à l'heure où l'actualité confirme la pertinence des questions que *L'Homme révolté* posait déjà il y a cinquante ans. La pertinence et, plus encore, l'urgence d'y répondre.

Fascinant Camus, volontiers vilipendé par une certaine intelligentsia, de son temps comme, encore, aujourd'hui. Que n'a-t-on reproché au fondateur de *Combat* sa «belle âme», insulte suprême pour un intellectuel que l'on disait «*contraint à une sorte de compassion générale un peu naïve*», ironise Jean Daniel, pour mieux contester cet a priori réducteur. Car si Camus invite à une morale de l'exigence, il ne verse

jamais dans le moralisme, mot repoussoir dont l'affublent injustement trop de philosophes rive gauche.

En lieu et place d'une compassion facile, c'est à une leçon de lucidité que nous convoque l'enfant d'Algérie, déchiré par la guerre civile. Un constat sans la moindre ride: sa dénonciation du terrorisme conserve une résonance étonnamment actuelle, qui rend d'autant plus cruelle l'appréhension du conflit israélo-palestinien. Pas un mot, pas une colère à changer dans son appel d'Alger, en 1956, en faveur d'une trêve pour les civils: «*Comment condamner les excès de la répression si l'on ignore ou si l'on tait les débordements de la rébellion? [...] C'est toujours le même cri: Allons! Encore plus fort! Voyez comme celui-ci est cruel, crevez-lui les yeux! [...] Chacun s'autorise du crime de l'autre pour aller plus avant. Mais à cette logique, il n'est pas d'autre terme qu'une interminable destruction*».

Et que dire encore de cette phrase terrible, qui lui fut souvent reprochée: «*En ce moment, on lance des bombes dans les tramways d'Alger. Ma mère peut se trouver dans l'un de ces tramways. Si c'est cela, la justice, je préfère ma mère*».

Comment l'homme, au nom de la révolte, peut-il s'accommoder du crime? Malgré le nouveau visage de la terreur et l'émergence des attentats-suicides, «*la dénonciation du massacre des civils et des "innocents" continue de s'imposer*», répond Jean Daniel, partout et toujours, dans les termes où Camus l'a exprimée. Il n'y a plus d'innocents depuis que les

enfants prennent les armes et que les civils sont les cibles».

Homme d'actualité, penseur d'actualités, Camus fut aussi un géant du journalisme et, plus encore, de son éthique. Ici encore, sa clairvoyance en impose. Il voyait dans le journaliste digne de ce nom «*un historien au jour le jour dont le premier souci est la vérité*». Intransigeant, il refusait toute compromission avec la presse «*qui cherche à plaire plutôt qu'à éclairer*», exigeant «*l'effort quotidien de réflexion et de scrupules qui suffit pour garder sa tenue à un journal*». L'intelligence du propos se heurte de front à la dérive actuelle du monde médiatique. Une dérive qui tient à ses nouvelles dépendances: l'image, la publicité, l'Internet, le viol recommandé de la vie privée au nom de la «transparence», la prolifération des publications centrées sur les scandales de sexe et d'argent.

En dressant cette liste impitoyable, le patron du *Nouvel Obs* rappelle à quel point la pensée camusienne, à mille lieues des médias contemporains, reste, plus que jamais, une référence essentielle pour «l'information critique», celle qui prend le pari de fidéliser le lecteur «en lui donnant à penser». Contre l'avis, faut-il le préciser, de trop d'actionnaires de groupes de presse, où l'information n'est plus qu'un produit et le journal un support. Mais ce fatalisme-là, aussi, Camus l'aurait refusé. ▲

Camus exigeait l'effort quotidien de réflexion et de scrupules qui suffit pour garder sa tenue à un journal.

* Avec Camus, *Comment résister à l'air du temps*, par Jean Daniel, Gallimard, 155p.

● Albert Camus - Œuvres complètes, Tome 1 – 1931-1944, 1.584 p. Tome 2 – 1944-1948, 1424 p. Sous la direction de Jacqueline Lévi-Valenci, Bibliothèque de La Pléiade.

¹ George Steiner et Cécile Ladjali, *Éloge de la transmission. Le maître et l'élève*, Albin Michel/France Culture, coll. «Itinéraires du savoir», 2003.

² Préfacé par George Steiner (L'Esprit des Péninsules, 2001).

³ L'Esprit des Péninsules, 2002.

⁴ Son dernier roman s'intitule *Louis et la jeune fille* (Actes Sud, 2006).

Vers une civilisation de l'outrage

PATRICE DARTEVELLE

Des événements du quotidien, en apparence sans prétention, peuvent parfois être révélateurs de tendances profondes de la société. Nulle originalité sur ce point.

Le «coup de boule» de Zidane à son adversaire italien Materazzi offre une bonne illustration d'un pareil phénomène.

L'Italien Materazzi a donc insulté le Français Zidane par des propos du type «ta mère, ta sœur, des terroristes, des putains». D'où le coup de boule. Si la sanction immédiate n'a visé que l'auteur de celui-ci, contre toute attente, les deux joueurs, Italien compris, ont été punis. Même le président de la Fédération française de football s'en est indigné: «des problèmes comme ça, on en a 10 000 par jour à régler. On sanctionne toujours

celui qui fait le geste»¹.

Telle est bien la règle occidentale: quelle que soit l'offense verbale, on ne sanctionne que celui qui y a réagi par la violence physique. L'atteinte aux personnes est d'une autre catégorie que tout le reste.

Mais aujourd'hui, tout est changé et l'insulteur est sanctionné. En septembre dernier, en France, un footballeur est expulsé pour avoir insulté un joueur adverse. Ce n'est pas moi qui titre «Une première»².

Tout cela n'est que l'expression concrète et largement diffusée d'une problématique générale, parfois bien plus lourde de conséquences.

Une culture de l'outrage

Salman Rushdie a bien relevé récemment cette problématique de l'insulte: «... nous vivons dans une culture de l'outrage, de l'offense: être offensé est devenu une part importante de l'identité communautaire. On n'arrive pas à se définir en tant que groupe tant qu'on ne sait pas par quoi on se sent insulté. Le phénomène n'est pas propre à l'islam: il s'applique à tous les groupes d'intérêt en Occident, y compris à des groupes pour lesquels on peut avoir des sympathies politiques: féministes, défenseur des droits de l'Homme, partisans de l'émancipation raciale»³.

L'ennuyeux, c'est qu'à mes yeux, il s'agit pour des Belges (ou des Français) d'un phénomène parfaitement régressif: des délits devenus quasiment sans objets reprennent force en nous replongeant dans l'ambiance d'autrefois ou d'ailleurs.

Le dossier d'un des derniers numéros du *Courrier International* intitulé «La montée des tabous»⁴, pose une bonne question et y apporte quelques réponses.

Daniel Innerarity, professeur de philosophie à l'université de Saragosse, dans un article donné à *El Pais* voit dans la sensibilité à l'offense une transformation de la sphère publique. Celle-ci était «le lieu où nous pouvions nous entendre, fût-ce à grand peine». Aujourd'hui «les êtres humains se retranchent derrière la seule position qu'ils jugent valable: leurs sentiments face aux choses».

La contestation dérange

Par un paradoxe étonnant, dans une civilisation où personne n'est plus sûr de rien, on n'accepte plus aucune contestation, plus aucun débat.

Un homme de convictions non seulement défend et illustre celles-ci mais rencontre l'autre pour débattre avec lui. Aujourd'hui tout cela est un univers inconnu pour le plus grand nombre.

Je ne suis pas sûr que toute la faute incombe à la société multiculturelle mais celle-ci est visée en première ligne et nul doute qu'elle se repaie de cette culture de l'outrage.

Ian Buruma, toujours dans le même dossier du *Courrier International* qui reprend ici un article de *The New Republic*, est encore plus critique que Salman Rushdie: «Il y a quelque chose de réactionnaire dans l'idéal du multiculturalisme tel que le conçoit le Royaume-Uni, les Pays-Bas et de plus en plus les États-Unis. Il suppose en effet que les minorités préfèrent être représentées par des leaders ethniques ou religieux».

Comme l'écrit Timothy Garton Ashe (de l'université d'Oxford), l'autocensure d'aujourd'hui est réglée par le principe «Tu respectes mes tabous, je respecte les tiens.» C'est l'opposé exact de la tolérance, malgré l'apparence.

On se retrouve donc devant des situations lourdes de conflits, que l'on suive I. Buruma pour qui «les immigrés et leurs descendants doivent comprendre que l'offense est le prix à payer pour notre liberté d'expression et de pensée à tous» ou Daniel Innerarity qui de manière peut-être plus réaliste écrit: «le mauvais goût ou les opinions bizarres rendent la coexistence très difficile mais leur interdiction la rend absolument impossible». ▲

Vingt ans après

ANDRÉ KOECKELENBERGH

Il y a vingt ans, le 24 février 1987, vers 2h40, apparaissait aux confins de notre Voie lactée, dans son «Grand Nuage» satellite, une étoile brillante dont l'étude allait ébranler bien des idées reçues.

Un aide-astronome de l'Observatoire de Las Campanas, dans la Cordillère des Andes, qui faisait, pour se détendre, le tour de sa coupole sur la passerelle extérieure, remarquait à l'œil nu, une étoile nouvelle dans la nébuleuse du Grand Nuage de Magellan. Le ciel austral contemplé à 2 800 mètres d'altitude, sans la moindre lumière parasite, est un spectacle magique. Une étoile qui n'était pas là une heure avant... c'est très rare et cela se signale aussitôt aux observatoires voisins. En quelques heures, les plus puissants télescopes seront braqués sur ce qu'on appellera désormais la supernova «SN1987a». Il était unique qu'une supernova soit observée au cours de sa phase d'éclat croissante. Il fallait immédiatement l'enregistrer, analyser sa lumière, évaluer son éclat et estimer sa distance. Grâce à une coïncidence heureuse, les deux puissants détecteurs de neutrinos japonais (Kamiokande) et américain (Cleveland) étaient en fonctionnement et l'analyse de leurs enregistrements montra que le premier avait détecté une «bouffée» de onze neutrinos, le 23 mars à 7h35min35sec et que, simultanément, le second en avait compté huit. Fait exceptionnel! Les neutrinos cosmiques sont émis par les réactions thermonucléaires au cœur des étoiles et ils sont quasi insaisissables en raison de leur très faible interaction avec la matière. Des milliards de neutrinos sont émis chaque seconde par notre Soleil et nous transpercent sans se signaler sinon, une fois, de temps à autre, quand ils rencontrent, par exemple, un atome de chlore qu'ils rendent radioactif. Des «bouffées de neutrinos», c'était du jamais observé!

Quant aux étoiles de la famille à laquelle appartient notre Soleil, elles ont un moteur thermonucléaire qui produit «paisiblement» de l'hélium en consommant de l'hydrogène à la température de quinze millions de degrés, tout au cours d'une vie assez tranquille de quelques milliards d'années. Peu à peu l'hélium accumulé empêche l'évacuation de l'énergie centrale. Le cœur s'échauffe, l'hélium se transforme en lithium, celui-ci en autre chose, etc... Quand le cœur se met à produire du fer et du silicium, sa température dépasse enfin les quelques centaines de millions de degrés et les atomes se décomposent. L'étoile s'effondre sur elle-même, puis, en réaction, expulse en partie les atomes qu'elle a engendrés. C'est le phénomène de nova. Il reste un noyau comprimé, très dense et très chaud: une étoile «naine blanche». Si elle possède un compagnon stellaire ou en acquiert un, elle va le phagocyter, accroître sa masse jusqu'à 1,43 masse solaire et se volatiliser en une explosion finale (supernova de type I) qui restituera à l'espace tous les atomes lourds (silicium, fer, etc...) créés au cours de son évolution. Ce type de supernova I forme une famille qu'on supposait très homogène. Sa décroissance d'éclat est proportionnelle en durée à l'intensité lumineuse maximale atteinte au cours de l'explosion. Les cosmolo-

Or, on sait qu'une étoile qui explose ou s'effondre sur elle-même émet des

torrents de neutrinos, ce qui augmente d'autant la chance d'en détecter. Une supernova est une étoile en phase finale et qui explose. Deux variétés de supernovae s'observent dans notre environnement stellaire. Il y a les étoiles massives (plusieurs dizaines de masses solaires), supergéantes, dont les températures centrales élevées (centaines de millions de degrés) emballent les réactions thermonucléaires. Elles ont la vie courte, quelques dizaines de millions d'années au terme desquelles elles expulsent leur atmosphère d'hydrogène et se tassent en une étoile à neutron ou un trou noir (supernovae de type II).

Les astrophysiciens sceptiques (une petite minorité, pour dire vrai) sont confortés dans leur opposition à ce schéma créationniste dont le caractère théologiquement conforme et politiquement correct au sein de certaines «grandes nations» à grand impact médiatique tend à faire ignorer et mépriser les remarques critiques. La foi doit-elle commander la raison, comme au temps de Socrate ou de Galilée? C'est ce que n'ont pas manqué de faire remarquer en 2004 les quelque deux cents astrophysiciens signataires d'une «lettre ouverte» destinée à leur collègues majoritaires. On y lit notamment: «dans la cosmologie actuelle, le doute et la dissidence ne sont pas tolérés... [...] même les observations sont désormais interprétées selon un filtre biaisé, jugées correctes selon qu'elles étayent ou non le big-bang... [...] cela reflète un dogmatisme grandissant qui est étranger à l'esprit scientifique libre»... ▲

gistes pouvaient, avec une marge d'erreur raisonnable, tenter de déterminer l'éclat absolu d'une supernova I grâce à sa courbe de lumière descendante. Par là, disposer d'un indicateur de distance des galaxies qui les portaient. La masse d'informations apportée par «SN1987a» crée quelques incertitudes supplémentaires sur les distances évaluées. Or la connaissance de celles-ci est fondamentale dans le choix du modèle d'univers «expansif avec big-bang». Tout récemment, l'observation de l'hypernova du Bouvier «SN2003fg», a introduit une seconde classe de supernovae de type I dont la naine blanche en rotation rapide aspire beaucoup plus de matière extérieure et n'explose qu'à la masse critique de 2,2 soleils... La courbe de lumière en est atypique et ruine en partie les espoirs de mesure de distance des galaxies porteuses. Il se crée une incertitude encore plus grande quant au choix du modèle d'univers qui les représente. Un des soliveaux de la théorie du «big-bang suivi d'inflation violente» s'effrite!

Les astrophysiciens sceptiques (une petite minorité, pour dire vrai) sont confortés dans leur opposition à ce schéma créationniste dont le caractère théologiquement conforme et politiquement correct au sein de certaines «grandes nations» à grand impact médiatique tend à faire ignorer et mépriser les remarques critiques. La foi doit-elle commander la raison, comme au temps de Socrate ou de Galilée? C'est ce que n'ont pas manqué de faire remarquer en 2004 les quelque deux cents astrophysiciens signataires d'une «lettre ouverte» destinée à leur collègues majoritaires. On y lit notamment: «dans la cosmologie actuelle, le doute et la dissidence ne sont pas tolérés... [...] même les observations sont désormais interprétées selon un filtre biaisé, jugées correctes selon qu'elles étayent ou non le big-bang... [...] cela reflète un dogmatisme grandissant qui est étranger à l'esprit scientifique libre»... ▲

© AFP
L'explosion d'une étoile.

¹ *Le Monde* du 22 juillet 2006.

² *Le Monde* du 28 septembre 2006.

³ Salman Rushdie, «Mes Lumières», *Le Nouvel Observateur* (21 décembre 2006 au 3 janvier 2007), pages réalisées par François Armanet et Gilles Anquetil.

⁴ *Le Courrier International* n°844, du 4 au 10 janvier 2007.

Turbulente Mig Quinet!

BEN DURANT

«Le jardin», Mig Quinet, 1950, huile sur toile. © Luc Schrobiltgen.

Il y a cent ans naissait à Ransart, dans la banlieue de Charleroi, Marguerite Quinet, rapidement surnommée Mig, dont elle fera son nom de guerre. Sa première chance sera de déménager rapidement à Bruxelles, la seconde d'avoir des parents ouverts qui l'autorisent, lorsqu'elle le demande, à suivre les cours de dessin à l'Académie, fait peu courant pour une jeune fille à cette époque. Nous sommes dans les années vingt, elle découvre la modernité, elle aime la peinture de Servranckx, Flouquet et Baugniet, elle danse chez Akarova, écoute du jazz et rit au cinéma des pitreries de Charlot. Déjà, elle fuit les couleurs sombres et les tons ténébreux chers à nos expressionnistes, elle leur préfère la palette de Dufy, Chagall ou Tjtgat. Car parler de Mig Quinet, c'est inévitablement parler de la couleur. Historiens et critiques d'art seront unanimes à ce sujet et dès 1946, Robert Delevoy dans son livre fondateur sur *La Jeune Peinture Belge*, dont il sera le secrétaire, parle de son «*tintamarre de feux d'artifice*» et d'un «*ballet où le vert Véronèse donne la réplique au bleu de manganèse, où le jaune citron provoque gaillardement le rouge vermillon*».

Séduite au lendemain de la Seconde Guerre mondiale par la peinture de Matisse, elle correspond avec Édouard Pignon et fonde avec Louis

Van Lint, Gaston Bertrand, Anne Bonnet et Marc Mendelson *La Jeune Peinture Belge* en juillet 1945 sous le prestigieux parrainage de James Ensor. Ce regroupement de jeunes artistes «*revendique la liberté d'éveiller la forme de la couleur*» (Delevoy op. cit.). Frustrés et meurtris par cinq années sombres et cruelles, ils ont soif de liberté et de chromatisme. L'heure est au défi, Mig Quinet l'avoue: «*Je prenais le risque des couleurs pures et hautes, considérées à l'époque comme vulgaires*», précisant encore «*d'emblée, il y eut dans ma peinture une permanence du vert Véronèse et des garances utilisées de manière pure; les techniciens jugeaient cela comme une grave erreur de métier: ces deux couleurs anti-animistes étaient considérées sur le plan technique comme fragiles. Pour moi, au départ, il était question de leur faire un sort*».

Au fil du temps et des expositions, la critique ne s'y trompera pas et comprendra le souhait prométhéen de l'artiste: «*J'imagine un monde où l'ombre même serait lumière et couleurs vives*». Ainsi Charles Bernard la qualifiera de «*haute en couleurs*» tandis que Léon Louis Sosset parlera de ses «*polychromies corrosives*». Son biographe et commissaire de la présente exposition, Serge Goyens de Heusch, écrivait: «*Elle privilégie le sens du raccourci, la clarté du discours et les humoristiques dissonances de couleurs qui transfigurent sans effort telle ritournelle en Sacre du Printemps*».

Mais la vie ne sera pas toujours rose pour Mig –un petit bout de femme au

milieu des hommes–, il y avait eu le divorce, la petite Nicole à élever seule et le 19 janvier 1947, lors de l'exposition du groupe en Suède, l'accident de voiture sur une route verglacée entre Uppsala et Stockholm. Mig, commotionnée, est hospitalisée, les séquelles du traumatisme seront douloureuses et longues; aussi n'assistera-t-elle que de loin à la dissolution de la Jeune Peinture en 1948.

Rétablie, elle reprend les pinceaux mais les deux décennies suivantes ne sont plus placées sous le signe des groupes créatifs et des rencontres fraternelles, chacun œuvre pour soi à sa seule gloire. Elle traversera alors ce qu'elle appellera non sans ironie le «*no-Mig's land*», travaillant pourtant avec une belle constance, agrandissant notoirement les formats et quittant peu à peu une abstraction géométrisante qui la gêne aux entourlures pour lui préférer une abstraction lyrique exubérante et festive.

Elle s'éteint le 9 mai 2001, à 95 ans, à Boitsfort. Le Musée des Beaux-Arts de Charleroi lui rend donc un hommage mérité avec plus d'une centaine d'œuvres sur toile et sur papier qui s'étalent sur soixante ans, des années trente jusqu'au début des années nonante. ▲

Made in Belgium

DIDIER CHATELLE

Singulière et multiple, fascinante et attachante, la Belgique... et l'une de ses plus fines interprètes, Thérèse Malengreau.

Ce bon vieux Jules déjà le prétendait, de tous les peuples de la Gaule... Mais non contents d'être donc les plus braves, les Belges seraient-ils aussi les plus musiciens, les plus mélomanes? Faites-nous l'amitié de le croire, le cocoricisme n'a jamais été notre verre de gueuze... Pourtant, à découvrir un double CD-livre intitulé tout simplement «*Belgium. Musical Visions*», inutile de traduire, on se prend à rêver... C'est qu'à cent lieues des idées reçues, à des années-lumière même d'une banale anthologie de musique belge pour piano, c'est tout à la fois à une superbe promenade et à une véritable aventure que, l'imagination et la musicalité en bandoulière, Thérèse Malengreau nous convie. Et disons-le d'emblée, les retrouvailles avec cette pianiste pas vraiment comme les autres, qui nous avait déjà révélé, le mot n'est pas trop fort, de superbes pièces d'un Maurice Delage ou d'un Pierre Velones, font bougrement plaisir.

Qu'importe en effet que, selon le mot de Jan Hoet, l'art belge soit «*insaisissable comme un papillon solitaire qui, mourant au moment où on le prend dans ses filets, glisse entre les mains*», ces autres *Tableaux d'une exposition* sont l'occasion de découvrir quantité de créateurs –on a failli écrire de maîtres, mais la plupart d'entre eux ricaneraient– qui illustrent à merveille(s) le mot d'Henri Michaux: «*Si tu traces une route, attention, tu auras du mal à revenir à l'étendue*». (On n'est pas impunément l'élève de Bernard Lemmens, cet autre funambule du clavier et Thérèse Malengreau a d'évidence une très saine horreur du prêt-à-penser et on la soupçonne de faire

sienne cette autre formule de Michaux: «*Malheur à ceux qui se contentent de peu*».)

Et ce n'est pas pour nous déplaire, en manière de prélude historique, tout commence par... Claude Debussy¹! Avec cette si touchante *Berceuse héroïque* que Claude de France composa en 1915 «*pour rendre hommage à S.M. le roi Albert 1^{er} de Belgique et à ses soldats*» et dans laquelle il fait entendre l'écho de la Brabançonne... Au-delà pourtant d'une sublime berceuse de la douleur et de la mort qui donne «*l'image d'un pays dont la phrase qui signe l'identité est quasi nostalgique alors même qu'elle reste prégnante*», sa présence est d'autant plus significative que Thérèse Malengreau applique à la lettre le sage conseil du compositeur: «*Il faut chercher la discipline dans la liberté et non dans les formules d'une philosophie devenue caduque et bonne pour les faibles. N'écoutez les conseils de personne, sinon du vent qui passe et nous raconte l'histoire du monde*». Et dame, si ce n'est qu'une infime partie de celui-ci que, un peu moins de deux heures durant, la pianiste nous conte, lorsque la traversée s'achève sur quelques notes de notre immense Philippe Boesmans², la boucle est d'autant mieux bouclée le bonhomme l'a toujours su mieux que personne: «*S'il pleut et si tu n'aimes pas la pluie, fais briller le soleil dans ce que tu écris*».

Dans l'intervalle pourtant, que de découvertes, que de révélations! L'espace nous manque hélas pour détailler ou même simplement citer tous les protagonistes de ce formidable voyage au bout d'à peu près tout³ –de la musique bien sûr mais encore de

l'émotion, de l'étrange, de la virtuosité, de l'humour, de la sensualité, du fantasque, on en passe– mais sachez seulement que de Peter Benoit à Luc Brewaeys en passant par les deux Joseph, Ryelandt et Jongen, Paul Gilson, Marcel Poot, André Souris, Henri Pousseur, Jean-Louis Robert, Frederik Van Rossum, Boudewijn Buckinx ou Karel Goyevaerts sans oublier comme il se doit le Père Franck ou le cher merveilleux Guillaume Lekeu, la Belgique apparaît comme un formidable creuset, bouillonnant d'invention, de liberté et de générosité...

Alors, quand on aura rajouté, simple confirmation sans doute mais elle est d'importance, qu'on ne voit guère que le piano pour fait tenir ainsi un monde, que dis-je, des mondes en 88 touches et parvenir à clouer les étoiles filantes –encore faut-il pour le toucher un musicien capable de réaliser ce prodige, mais Thérèse Malengreau est d'évidence de la race des oiseaux rares–, on laissera, c'est la moindre des choses, la parole à l'un des compositeurs réunis ici. Pirouette ou ultime surprise, allez savoir, ce sera en tout cas, mais oui, James Ensor: «*Il y a plus de vérités relatives que de vérités absolues*», disait-il. Et d'ajouter: «*Sachons apprécier la vieille devise belgo-opportune: du choc des idées, jaillit la lumière*». Message reçu, faites passer... ▲

Erratum

Le copyright de la photo de la future Place Rogier à Bruxelles, dans l'article de Raymond Balau publié en p.31 du n° 349 d'*Espace de Libertés*, est XDGA.

1 D'autres compositeurs non belges sont aussi du voyage, outre Auber revu par Liszt et Wagner par Louis Brassin, l'Italien Giacinto Scelsi et le Russe Alexandre Scriabine

2 En réalité, Thérèse Malengreau ajoute une ultime résonance ou si vous préférez un postlude en écho à Debussy: une berceuse d'après-midi composée par son grand-père, Paul de Maleingreau, simple harmonisation de chansons enfantines... L'hommage est profondément émouvant.

3 Suivez le guide –le livret est passionnant et la pianiste se charge d'éclairer votre lanterne– qui a regroupé les pièces par chapitres: par exemple «*Légendes et réalités d'ici et d'Europe*», «*Paysages, du Nord au Sud, obscurité et lumière éclatante*», «*Dérision et dérisoire, surréalisme, socialisme*», «*Absolu, idéal, modernité radicale*», «*Le bel aujourd'hui et le passé*» etc.

«Belgium. Musical Visions», un double CD-livre Miroirs LEM 002.

Branly *versus* Dapper

Le combat des Arts premiers

BEN DURANT

Construit en 2006 à l'initiative du président Jacques Chirac qui, outre un réel intérêt pour les arts primitifs, voulait également marquer son septennat d'une réalisation muséale majeure, sans doute aussi pour ne pas être en reste des chantiers pharaoniques de son prédécesseur, le Musée des Arts Primitifs fut confié à l'architecte Jean Nouvel, qui a aussi conçu l'Institut du Monde arabe, le long du Quai Branly, à deux pas de la Tour Eiffel. L'édifice a de prime abord tout pour plaire. Flottant sur pilotis, arboré côté Seine, plaqué de couleurs côté rue, il s'étale nonchalamment sur quatre hectares, se voulant le réceptacle d'une exceptionnelle collection de 300 000 objets provenant de quatre continents. Mais il abrite également une bibliothèque, une médiathèque, des salles de spectacles et des ateliers pour enfants, sans oublier un lieu d'exposition temporaire s'étalant au rez-de-chaussée sur quelque deux mille mètres carrés.

Adolf Bastian, directeur du Musée ethnographique de Berlin

L'espace muséal proprement dit s'articule autour d'un grand plateau de référence où s'enchaînent les collections d'Océanie, d'Asie, d'Afrique et d'Amérique. On chemine alors à travers un dédale biomorphique de vitrines et de petites chapelles latérales gorgées de statues, fétiches, masques, bijoux, textiles, armes, instruments de musique et autres totems. D'où vient alors la déception face à cette caverne d'Ali Baba? Fuyant la lumière naturelle, Nouvel nous contraint à un pseudo-voyage initiatique à travers des espaces

saturés d'objets parcimonieusement éclairés, souvent pris en otage, encaqués tels des fauves captifs dans des geôles trop étroites – pauvre masque-cimier Baga! La lecture des cartels et des légendes relève également de la gymnastique –trop bas, trop de côté, trop haut– d'autant que le musée, pris d'assaut par les curieux, ne désemplit pas de hordes de touristes et d'enfants jouant à cache-cache.

Les nostalgiques regretteront sans doute les fastes coloniaux Art Déco de l'ancien musée de la Porte Dorée où selon les étages, on passait des masques africains au bassin des crocodiles, ou encore le caractère désuet certes mais ô combien majestueux du Musée de l'Homme au Trocadéro, là où Picasso, Derain et Vlaminck s'étaient initiés à l'art nègre. Aujourd'hui, toutes ces collections regroupées et confondues seront immanquablement appelées à faire le bonheur des réserves du Quai Branly. On a le sentiment que Jean Nouvel s'est d'abord fait plaisir et que peu lui chaut le contenu du moment qu'il a pu étaler ses envies sur le contenant.

Toute différente est la démarche du musée Dapper, douillettement installé depuis quelques années dans un immeuble passe-partout du quartier de l'Étoile. Premier lieu de France à avoir été entièrement consacré «aux

arts anciens et contemporains de l'Afrique, des Caraïbes et de leur diaspora», le musée Dapper propose des expositions temporaires principalement basées sur les pièces de sa collection mais aussi des spectacles et des concerts. L'exposition actuelle intitulée «Gabon, présence des esprits» fait écho à une précédente manifestation «Fang» en 1992 et nous éclaire sur les ethnies du bassin de l'Ogooué, à savoir les Fang, les Mahongwe, les Kota et les Punu. Les figures de reliquaire caractérisent le mieux les arts gabonais intrinsèquement liés au culte des ancêtres. Elles surmontent un panier chargé de fragments d'os; stylisées chez les Kota, elles atteignent l'abstraction géométrique chez leurs voisins, les Mahon-

Figure de reliquaire Kota, Gabon, Musée Dapper, Paris.

- Quai Branly - Musée des Arts Premiers, 37 Quai Branly, 75007 Paris. Métro Alma-Marceau. De 10 à 18H30. Fermé le lundi.
- Musée Dapper, «Gabon, présence des esprits» jusqu'au 22 juillet 2007 - 35 rue Paul Valéry, 75016 Paris. Métro Victor Hugo. Fermé le mardi. Catalogue sous la direction de Christiane Falgayrettes-Leveau, 208 p. illustrations en couleur et noir et blanc. (22 €).